



Assemblée générale

Distr. générale
16 août 2018
Français
Original : anglais

Conseil des droits de l'homme Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires

Communications, cas examinés, observations et autres activités menées par le Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires*

115^e session (23 avril-2 mai 2018)

I. Communications

1. Entre ses 114^e et 115^e sessions, au titre de sa procédure d'action urgente, le Groupe de travail a porté 50 cas à l'attention des pays suivants : Arabie saoudite (2), Azerbaïdjan (1), Chine (1), Émirats arabes unis (1), Égypte (39), Fédération de Russie (1), Libye (2) et Pakistan (3).
2. À sa 115^e session, le Groupe de travail a décidé de porter 135 cas de disparition forcée nouvellement signalés à l'attention de 17 États : Algérie (12), Arabie saoudite (1), Bangladesh (1), Chine (2), Égypte (4), Émirats arabes unis (1), Inde (4), Iran (République islamique d') (1), Iraq (1), Israël (1), Libye (8), Nigéria (1), Pakistan (34), République arabe syrienne (12), République populaire démocratique de Corée (23), Sri Lanka (28) et Ukraine (1).
3. Le Groupe de travail a également élucidé 45 cas concernant : l'Arabie saoudite (1), la Chine (2), l'Égypte (25), la Mauritanie (1), le Pakistan (8), le Pérou (1), le Soudan (1), la Turquie (3), le Turkménistan (1), le Venezuela (République bolivarienne du) (1) et le Viet Nam (1). Dix-sept de ces cas ont été élucidés à la lumière d'informations reçues des Gouvernements et les 28 autres à la lumière d'informations reçues d'autres sources.
4. Entre sa 114^e et sa 115^e sessions, le Groupe de travail a également envoyé 7 communications, à titre individuel ou conjointement avec d'autres mécanismes relevant des procédures spéciales : 3 appels urgents, à l'Azerbaïdjan (1), à l'Iraq (1) et au Soudan (1) ; 3 lettres de demande d'intervention rapide, à l'Égypte (2) et à l'Inde (1) ; 1 « autre lettre », au Guatemala.
5. Le 30 avril 2018, un communiqué de presse concernant le Bahreïn a été diffusé conjointement avec d'autres mécanismes relevant des procédures spéciales.
6. À sa 115^e session, le Groupe de travail a aussi examiné et adopté deux allégations de caractère général concernant la Chine et la Thaïlande.

* Les annexes au présent document sont distribuées telles qu'elles ont été reçues, dans la langue originale seulement.



II. Autres activités

7. Pendant la session, le Groupe de travail a rencontré des proches de victimes de disparition forcée et des représentants d'organisations non gouvernementales travaillant sur la question des disparitions forcées. Il a également tenu des réunions avec des représentants des Gouvernements égyptiens, japonais, marocain, pakistanais, portugais, soudanais et thaïlandais.

III. Informations concernant les disparitions forcées ou involontaires dans des États examinées par le Groupe de travail au cours de sa session

Algérie

Procédure ordinaire

8. Le Groupe de travail a porté à l'attention du Gouvernement algérien 12 cas concernant :

a) Mohamed Bouazza El Jazmi, qui aurait été enlevé le 11 mars 1981 par des militaires algériens et des membres du Frente Popular para la Liberación de Saguía el-Hamra y de Río de Oro (Frente Polisario) dans le village de Bouirat, au sud de Tan-Tan, dans le sud du Maroc ;

b) Hamdani Aba Ali, qui aurait été enlevé le 18 avril 1976 par des militaires algériens et des membres du Frente Popular para la Liberación de Saguía el-Hamra y de Río de Oro (Frente Polisario) dans le village de Bouirat, au sud de Tan-Tan, dans le sud du Maroc ;

c) Jilali Bouchan, qui aurait été enlevé le 14 avril 1975 par des militaires algériens et des membres du Frente Popular para la Liberación de Saguía el-Hamra y de Río de Oro (Frente Polisario) dans le village de Bouirat, au sud de Tan-Tan, dans le sud du Maroc ;

d) Ali Akacem, qui aurait été arrêté le 23 février 1994 par des agents de la sécurité militaire près de chez lui sur le campus de l'Université d'Oran Es-Senia ;

e) Tayeb Azzouz, qui aurait été arrêté le 14 décembre 1994 par des agents de la sécurité militaire sur son lieu de travail à Ain El Biya dans la wilaya d'Oran ;

f) El Mechri Bouchiba, qui aurait été arrêté le 2 janvier 1996 par des militaires chez lui à Laghouat ;

g) Larbi Bounadja, qui aurait été arrêté le 16 novembre 1994 par des gardes de sécurité et des membres de la gendarmerie à Emir Abdelkader, à Sidi Chami dans la wilaya d'Oran ;

h) Abderrahmane Daoudi, qui aurait été arrêté le 20 janvier 1995 par des policiers du commissariat de Ras El Aioun chez lui à Ras El Aioun, dans la wilaya de Batna ;

i) Mohamed Mechali, qui aurait été arrêté le 1^{er} mai 1995 par les forces de sécurité de Châteauneuf chez lui à Baraki, dans la wilaya d'Alger ;

j) Abdellah Ras El Gourab, qui aurait été arrêté le 19 février 1997 par des soldats envoyés par les autorités de la sécurité militaire, chez lui à Alger ;

k) Omar Ras El Gourab, qui aurait été arrêté le 22 mai 1995 par la police au marché de Laaquiba à Belcourt, dans la wilaya d'Alger ;

l) Zidane Yassaa, vu pour la dernière fois le 3 mars 1996, après avoir quitté son domicile de Sidi Moussa, à Baraki dans la wilaya d'Alger, pour se rendre sur son lieu de travail. Les autorités de la sécurité militaire seraient impliquées dans sa disparition. Selon

certaines sources, dans les années 1990, les arrestations étaient très fréquentes et les habitants devaient traverser de multiples points de contrôle occupés par les autorités de la sécurité militaire avant d'arriver à leur destination.

9. Conformément à ses méthodes de travail, le Groupe de travail a aussi adressé une copie de trois de ces dossiers au Gouvernement marocain.

Informations reçues de diverses sources

10. Une source a communiqué des informations actualisées concernant un cas en suspens. Les informations fournies n'ont pas été jugées suffisantes pour élucider le cas en question.

Informations reçues du Gouvernement

11. Le 30 avril 2018, le Gouvernement algérien a fourni des informations sur 2 780 cas en suspens. Le Groupe de travail examinera les informations fournies à ses prochaines sessions.

Argentine

Application de la règle des six mois

12. Le 5 avril 2018, le Gouvernement argentin a fourni des informations sur trois cas en suspens. Sur la base de ces informations, le Groupe de travail a décidé d'appliquer la règle des six mois aux cas en question.

Informations reçues du Gouvernement

13. Le 5 avril 2018, le Gouvernement argentin a fourni des informations sur cinq cas en suspens. Les informations fournies n'ont pas été jugées suffisantes pour élucider les cas en question.

Azerbaïdjan

Action urgente

14. Le 2 mai 2018, au titre de sa procédure d'action urgente, le Groupe de travail a porté à l'attention du Gouvernement azerbaïdjanais le cas de Mustafa Ceyhan, qui aurait été enlevé le 26 avril 2018 devant la cour pénale de Bakou par des agents du Service national des migrations et du service de renseignements azerbaïdjanais.

15. Conformément à ses méthodes de travail, le Groupe de travail a aussi adressé une copie de ce dossier aux Gouvernements géorgien et turc.

Appel urgent conjoint

16. Le 5 mars 2018, le Groupe de travail et trois autres mécanismes relevant des procédures spéciales ont lancé un appel urgent conjoint concernant des allégations selon lesquelles Tahir Teymurov aurait fait l'objet d'une arrestation, d'une disparition forcée, d'une détention arbitraire et d'actes de torture, et aurait été accusé pour des faits relatifs aux stupéfiants, apparemment en représailles pour des commentaires publiés en ligne par son beau-frère, tandis que des membres de la famille de Sahib Teymurov auraient subi des actes de harcèlement.

Réponse à un appel urgent conjoint

17. Le 7 mars et le 13 avril 2018, le Gouvernement azerbaïdjanais a transmis des réponses à la communication qui lui avait été adressée le 5 mars 2018, dans laquelle il a donné des informations sur la situation juridique actuelle de Tahir Teymurov, notamment sur les éléments qui ont fondé en droit et en fait son arrestation, sa détention et son accusation, ainsi que sur les procédures judiciaires engagées contre lui. Le Gouvernement a

aussi donné des informations sur le lieu de détention de Tahir Teymurov entre le 8 et le 21 décembre 2017. En outre, le Gouvernement a indiqué qu'aucune plainte n'avait été déposée concernant le harcèlement présumé de Sahib Teymurov et de membres de sa famille.

Bahreïn

Réponse à un appel urgent conjoint

18. Le 6 mars 2018, le Gouvernement bahreïnien a transmis une réponse à l'appel urgent conjoint qui lui avait été adressé le 7 février 2018 concernant Mohamed Abdul-Hasan Ahmed Kadhem, Fadhel Sayed Radhi et Sayed Alawi Husain Alawi Husain, ainsi que trois autres personnes, dans laquelle il a donné des informations à propos des accusations retenues, des dispositions légales fondamentales dont il a été fait application pendant le procès des personnes susmentionnées, et des garanties qui ont été observées au cours de leur arrestation, pendant l'enquête et à leur procès.

Communiqué de presse

19. Le 30 avril 2018, le Groupe de travail a publié un communiqué de presse conjointement avec d'autres mécanismes relevant des procédures spéciales concernant le procès de quatre hommes dont la condamnation à mort initiale a finalement été commuée en peine de prison à vie par un tribunal militaire bahreïnien dans le cadre d'un procès collectif où les garanties d'un procès équitable et d'une procédure régulière auraient été violées, notamment par l'obtention d'aveux sous la torture¹.

Bangladesh

Procédure ordinaire

20. Le Groupe de travail a porté à l'attention du Gouvernement bangladais un cas concernant Mohammad Abdullah al Faruq, qui aurait été enlevé le 18 juillet 2017, dans une maison située dans le district de Rajshahi, par cinq hommes armés en civil affirmant être des membres de l'unité cinq du Bataillon d'action rapide.

Informations reçues de diverses sources

21. Des sources ont fourni des informations actualisées concernant un cas en suspens. Les informations fournies n'ont pas été jugées suffisantes pour élucider le cas en question.

Bélarus

Informations reçues de diverses sources

22. Des sources ont fourni des informations actualisées concernant trois cas en suspens. Les informations fournies n'ont pas été jugées suffisantes pour élucider les cas en question.

Chine

Action urgente

23. Le 14 février 2018, le Groupe de travail, au titre de sa procédure d'action urgente, a porté à l'attention du Gouvernement chinois le cas de Yu Wensheng, qui aurait été arrêté le 19 janvier 2018 par des agents du Bureau de la sécurité publique dans le district de Shijingshan, à Beijing. Son lieu de détention n'est pas connu.

¹ HCDH, « Bahrain: UN rights experts condemn military court convictions, cite torture allegations », 30 avril 2018.

Procédure ordinaire

24. Le Groupe de travail a porté à l'attention du Gouvernement chinois deux cas, concernant :

a) Quanzhang Wang, qui aurait été enlevée au cabinet d'avocats Fengrui à Beijing le 10 juillet 2015 par des agents de sécurité ;

b) Shafkat Abasi, qui aurait été arrêté le 12 mars 2017 par des agents du Bureau de la sécurité publique d'Urumqi à Urumqi, dans la Région autonome ouïghoure du Xinjiang. Son lieu de détention n'est pas connu.

Élucidation à la lumière d'informations reçues de diverses sources

25. À la lumière des informations fournies par diverses sources, le Groupe de travail a décidé de considérer deux cas, concernant Ming-Che Li et Suli Zhao, comme élucidés. Ces personnes seraient en détention.

Informations reçues de diverses sources

26. Des sources ont fourni des informations actualisées concernant deux cas en suspens. Les informations fournies n'ont pas été jugées suffisantes pour élucider les cas en question.

Informations reçues du Gouvernement suédois

27. Le 23 mars 2018, le Gouvernement suédois a fourni des informations sur un cas en suspens relevant de la Chine. Ces informations n'ont pas été jugées suffisantes pour élucider le cas en question.

Allégation de caractère général

28. Le Groupe de travail a reçu des informations émanant de sources crédibles selon lesquelles des obstacles entraveraient l'application de la Déclaration sur la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées en Chine. Le 25 mai 2018, le Groupe de travail a porté à l'attention du Gouvernement chinois une allégation de caractère général, concernant principalement le nombre de disparitions de Ouïghours, qui serait très élevé et aurait augmenté dans des proportions alarmantes avec la mise en place par le Gouvernement chinois de camps de « rééducation » dans la Région autonome ouïghoure du Xinjiang (voir annexe I).

Observation

29. Le Groupe de travail tient à rappeler les paragraphes 1 et 2 de l'article 10 de la Déclaration, aux termes desquels toute personne privée de liberté doit être gardée dans des lieux de détention officiellement reconnus et être déférée à une autorité judiciaire, conformément à la législation nationale, peu après son arrestation, et des informations exactes sur la détention de ces personnes et sur le lieu où elles se trouvent, y compris sur leur transfert éventuel, sont rapidement communiquées aux membres de leur famille, à leur avocat ou à toute personne légitimement fondée à connaître ces informations, sauf volonté contraire manifestée par les personnes privées de liberté.

République populaire démocratique de Corée

Procédure ordinaire

30. Le Groupe de travail a porté à l'attention du Gouvernement 23 cas concernant :

a) Gwang Ho Park, qui aurait disparu en février 2010 alors qu'il se rendait à l'hôpital à Chongjin, dans la province du Hamkyung du Nord, en République populaire démocratique de Corée. On pense que des membres de l'Agence de sécurité nationale ont été impliqués dans sa disparition, car il aurait fait l'objet de multiples inspections de la part de cette institution depuis 2006 ;

- b) Juhyeon Kim, qui aurait été enlevé chez lui par la police intérieure le 20 septembre 1950, au 147 dans le village de Seonhaeng, commune de Seonwon, dans le district Ganghwa de la province de Gyeonggi et conduit en République populaire démocratique de Corée ;
- c) Nak-Young Kim, qui aurait été enlevé fin juillet 1950 par des agents de la République populaire démocratique de Corée chez lui au 5-2 du quartier de Bukahyun, dans l'arrondissement de Sudaemun à Séoul (République de Corée) ;
- d) Sun Geum Lee, qui aurait été vue pour la dernière fois en 2013 alors qu'elle était détenue au centre de détention du district de Ryanggang par l'Agence de sécurité de la République populaire démocratique de Corée ;
- e) Bong-yeol Ahn, qui aurait été enlevé le 20 septembre 1950 par des militaires de la République populaire démocratique de Corée au domicile d'une personne qui lui était associée, dans le quartier de Doryum à Séoul (République de Corée) ;
- f) Ki-chang Kim, qui aurait été enlevé entre fin juin et début juillet 1950, par des militaires de la République populaire démocratique de Corée, chez lui au 9 du quartier de Migeun, dans l'arrondissement de Seodaemun à Séoul (République de Corée) ;
- g) Ki-myung Kim, qui aurait été enlevé le 8 septembre 1950 par trois militaires de la République populaire démocratique de Corée dans un hôpital situé au 276-1 du quartier de Yeji, dans l'arrondissement de Jongno à Séoul (République de Corée) ;
- h) Jinhyeong Kim, qui aurait été enlevé le 20 juillet 1950 par des partisans communistes à l'école primaire de Hajang, avant d'être livré au commissariat de police de Hajang (République populaire démocratique de Corée) ;
- i) Heetae Choi, qui aurait été arrêté en août 1950 par des militaires de la République populaire démocratique de Corée après une réunion municipale dans le hameau de Bugi du village de Shinwang, dans la commune de Yeongok à Gangneung (République de Corée) ;
- j) Yeonsu Gang, qui aurait été arrêté le 5 août 1950 par des militaires de la République populaire démocratique de Corée et deux sympathisants communistes du quartier vêtus en civil, à son lieu de résidence du 123 du quartier d'Insa à Jinju dans la province de Kyungnam (République de Corée) ;
- k) Jeong-yong Gwon qui aurait été arrêté le 3 août 1950 par des militaires de la République populaire démocratique de Corée à son lieu de résidence du 492 du village d'Iho dans la commune de Gangcheon à Yeosu dans la province de Gyeonggi (République de Corée) ;
- l) Byung-soo Kim, qui aurait été arrêté le 19 août 1950 par un agent de police de la République populaire démocratique de Corée, chez lui au 89 du quartier de Supyo dans l'arrondissement de Jung à Séoul (République de Corée) ;
- m) Chang-won Kim, qui aurait été arrêté le 28 juin 1950 par des membres de l'Armée populaire coréenne près de son lieu de résidence au 393 du quartier de Donam dans l'arrondissement de Seongbuk (République de Corée) ;
- n) Dae-young Kim, qui aurait été enlevé en août 1950 par des membres de l'Armée populaire coréenne à l'école primaire de Chungwon, à Séoul (République de Corée) ;
- o) Haese Kim, qui aurait été arrêté entre août et septembre 1950 par des membres de l'Armée populaire coréenne alors qu'il vivait dans la clandestinité dans la commune de Gunbok, dans le district de Haman (République de Corée) ;
- p) Jang-yeol Kim, qui aurait été arrêté le 13 juillet 1950 par des agents du Département de la sécurité de l'État de la République populaire démocratique de Corée, dans la rue Wonhyo-ro 3-ga de l'arrondissement de Mapo de Séoul (République de Corée) ;
- q) Myeong-sang Cha, qui aurait été enlevé en juillet 1950 par des militaires de la République populaire démocratique de Corée dans l'horlogerie où il travaillait dans le

secteur 8 beonji, rue Namdaemun-ro 4-ga, dans l'arrondissement de Jung à Séoul (République de Corée) ;

r) Ok Hwa Kim, qui aurait été enlevé en avril 2012 par l'Agence nationale de sécurité après son rapatriement en République populaire démocratique de Corée depuis la Chine ;

s) Yeop Gu, qui aurait été arrêté le 17 juillet 1950 par des agents de la police intérieure de la République populaire démocratique de Corée à sa résidence officielle de l'Université nationale de Séoul dans le quartier de Dongsung de l'arrondissement de Jongno à Séoul (République de Corée) ;

t) Hee-suk Kang, qui aurait été enlevé chez lui le 22 juillet 1950 par deux agents du Comité populaire central de la République populaire démocratique de Corée, dans le quartier de Tong-in de l'arrondissement de Jongno à Séoul (République de Corée) ;

u) Hyeongu Kim, qui aurait été arrêté le 14 août 1950 par des agents de la police intérieure de la République populaire démocratique de Corée chez lui, au 153-94 du quartier de Donam, dans l'arrondissement de Seongbuk à Séoul (République de Corée) ;

v) Sang-ik Kim, qui aurait été enlevé le 20 mai 1950 par des agents de la République populaire démocratique de Corée, chez lui, au 715 du village de Shimgok, commune de Shinbuk à Pochyun, dans la province de Gyeonggi (République de Corée) ;

w) Sang-yong Kim, qui aurait été enlevé le 18 mai 1950 par des membres d'une organisation communiste locale, chez lui, au 715 du village de Shimgok, commune de Shinbuk à Pochyun, dans la province de Gyeonggi (République de Corée), avant d'être transféré au commissariat de police de Pocheon en République populaire démocratique de Corée.

31. Conformément à ses méthodes de travail, le Groupe de travail a également aussi adressé une copie de 20 des dossiers au Gouvernement de la République de Corée et une copie de 2 des dossiers au Gouvernement chinois.

Informations reçues du Gouvernement

32. Le 19 mars 2018, le Gouvernement de la République populaire démocratique de Corée a fourni des informations sur 17 cas en suspens. Les informations fournies n'ont pas été jugées suffisantes pour élucider les cas en question.

Observation

33. Le Groupe de travail tient à exprimer sa déception concernant les réponses standard fournies par le Gouvernement. Il appelle son attention sur la résolution 21/4 du Conseil des droits de l'homme, dans laquelle le Conseil a exhorté les États à coopérer avec le Groupe de travail et à l'aider à s'acquitter efficacement de son mandat.

Équateur

Informations reçues du Gouvernement

34. Le 29 mars 2018, le Gouvernement équatorien a transmis des informations sur cinq cas en suspens. Les informations fournies n'ont pas été jugées suffisantes pour élucider les cas en question.

35. Conformément à ses méthodes de travail, le Groupe de travail a aussi adressé une copie du dossier de Jorge Vásquez Durand au Gouvernement péruvien, et des copies des dossiers de Jeremías Ramirez et José del Carmen Molano Ríos au Gouvernement colombien.

Égypte

Action urgente

36. Le Groupe de travail a porté 39 cas à l'attention du Gouvernement au titre de sa procédure d'action urgente (voir annexe II).

Procédure ordinaire

37. Au titre de sa procédure ordinaire, le Groupe de travail a porté à l'attention du Gouvernement quatre cas concernant :

a) Essam Kamal Abdulgalil Abdulalim, qui aurait été arrêté le 24 août 2016 devant la direction de l'urbanisme de la Ville du 6 octobre par des agents en civil de la Sécurité d'État ;

b) Mohamed Gamal Ahmed Abdulmaguid Ali, disparu le 20 décembre 2017, que l'on présume avoir été arrêté par les forces de l'ordre, du fait qu'il avait été recherché par celles-ci auparavant ;

c) Hassan Sayed Sayed Soliman, qui aurait été arrêté le 17 décembre 2017 à son domicile par des agents en uniforme de la Sécurité nationale ;

d) Mohamed Abdel Aziz El-Sayed Ismail, qui aurait été enlevé le 10 novembre 2017 à l'extérieur de la mosquée Sheikha Salameh par des hommes en civil qui se sont présentés comme des membres des forces de sécurité.

Élucidation à la lumière d'informations reçues de diverses sources

38. À la lumière d'informations reçues de diverses sources, le Groupe de travail a décidé de considérer 16 cas, concernant Hussein Abdel Fattah Khalaf, Mohamed Mohsen Ibrahim Sweidan, Mohamed Ali Hassan Barakat, Hussain Mohammed Youssr, Osama Mohamed Ibrahim El Sayed Mohamed, Diaa Tarek Ali Ibrahim, Shaban Mohamed Sayed, Al Sayed Mahmoud Ali Al Ghandour, Mohamed Mustafa Mahmoud Mohamed, Ezzeldin Ahmed Mostafy Abdel Latif, Mohamed Mohamed Mohamed Emam, Mohammed Ahmed Sabra Soliman, Nady Abdo Hussein Faraj, Assem Nady Abdo Hussein, El Hosseiny Mohamed Ahmed El Shamy et Islam Elsayed Mahfouz Salem Khalil, comme élucidés. Selon la source, 12 de ces personnes sont en prison, 1 a comparu devant le ministère public et 2 ont été libérées. Concernant une autre personne, la source a indiqué qu'elle avait été assassinée, mais que le Ministère de l'intérieur avait annoncé qu'elle avait été tuée dans un échange de tirs.

Informations reçues de diverses sources

39. Plusieurs sources ont fourni des informations sur 14 cas en suspens. Les informations fournies n'ont pas été jugées suffisantes pour élucider les cas en question.

Application de la règle des six mois

40. Le 31 octobre 2017, les 3 et 15 novembre 2017, le 11 décembre 2017, le 12 février 2018, le 12 mars 2018 et le 17 avril 2018, le Gouvernement égyptien a fourni des informations concernant 77 cas en suspens. À la lumière de ces informations, le Groupe de travail a décidé d'appliquer la règle des six mois aux cas en question.

Informations reçues du Gouvernement

41. Le 26 mars 2018, le Gouvernement égyptien a fourni des informations concernant sept cas. Le Groupe de travail examinera ces informations dès qu'il en aura reçu la traduction.

Élucidation

42. À la lumière des informations précédemment fournies par le Gouvernement, le Groupe de travail a décidé de considérer neuf cas auxquels la règle des six mois avait été

appliquée à sa 113^e ou sa 114^e session, concernant Abdelrahman Mohammed Abdelbasser, Ahmed Omar Makram, Walid Kamal Muhammad Hassanin Al-Bahnacy, Ahmed Sabry Abdel Atty Mahmoud, Abdul Rahman Osama Mohamed Akeed, Ahmed Sami Abdel Hamid Abdel Aal, Ibrahim Sami Abdel Hamid Abdel Aal, Hisham Saeed Ahmed Mostafa Abdullah et Islam Mohammed Youssr Ibrahim Abu Ellef, et à propos desquels les sources ont formulé des observations (voir A/HRC/WGEID/113/1, par. 47, et A/HRC/WGEID/114/1, par. 51), comme élucidés. Selon les sources, huit personnes sont en détention et une a été libérée.

Lettres de demande d'intervention rapide

43. Le 21 février 2018, le Groupe de travail et quatre autres mécanismes relevant des procédures spéciales ont envoyé une lettre de demande d'intervention rapide concernant la détention provisoire prolongée d'Hanane Baderraddine Abdalhafez Othman, qui serait liée à ses activités de défense des droits de l'homme et qui constituerait des représailles pour sa coopération avec le Groupe de travail, et les allégations selon lesquelles elle aurait été privée de soins et d'aide médicale en prison.

44. Le 26 avril 2018, le Groupe de travail et cinq autres mécanismes relevant des procédures spéciales ont envoyé une lettre de demande d'intervention rapide concernant la disparition forcée à court terme et la détention arbitraire, et les accusations dont auraient fait l'objet Ezzat Eid Taha Fadl Ghoneim, défenseur des droits de l'homme s'occupant de cas de disparition forcée, et Ahmed Tarek Ibrahim Ziada, défenseur des droits de l'homme et graphiste, qui pourraient être liées à leurs activités légitimes et pacifiques en faveur des droits de l'homme.

Informations reçues de diverses sources

45. Des sources ont fourni des informations actualisées sur un cas en suspens. Les informations fournies n'ont pas été jugées suffisantes pour élucider le cas en question.

Guatemala

Informations reçues de diverses sources

46. Des sources ont fourni des informations actualisées sur un cas en suspens. Les informations fournies n'ont pas été jugées suffisantes pour élucider le cas en question.

Autre lettre conjointe

47. Le 6 avril 2018, le Groupe de travail et un autre mécanisme relevant des procédures spéciales ont transmis une « autre lettre » concernant le projet de loi n° 5377 portant révision de la loi de réconciliation nationale, décret n° 145-96, qui viserait à instituer une amnistie générale et l'exclusion de la responsabilité pénale pour les auteurs de crimes et de violations graves des droits de l'homme commis lors du conflit armé interne au Guatemala.

Inde

Procédure ordinaire

48. Au titre de sa procédure ordinaire, le Groupe de travail a porté à l'attention du Gouvernement indien quatre cas concernant :

a) Ghulam Nabi Magray, qui aurait été enlevé le 16 septembre 1994 par les forces armées indiennes après être sorti de chez lui pour se rendre à des examens au lycée de Natnoosa ;

b) Nissar Ahmad Wani, qui aurait été enlevé le 16 septembre 1994 par les forces armées indiennes après être sorti de chez lui pour se rendre à des examens au lycée de Natnoosa ;

c) Mohammad Ashraf Bhat, qui aurait été enlevé le 27 novembre 1995 par des membres des forces armées indiennes alors qu'il se rendait au marché à Kupwara;

d) Manzoor Ahmed Khan, qui aurait été enlevé le 31 août 2017 par des membres du 27^e bataillon des Rastrya Rifles de l'Armée indienne à son lieu de résidence, et aurait disparu le 5 septembre 2017 au campement du 27^e bataillon situé à Tarmukha, Lolab, district de Kupwara, Jammu-et-Cachemire.

Lettre de demande d'intervention rapide

49. Le 22 mars 2018, le Groupe de travail et trois autres mécanismes relevant des procédures spéciales ont envoyé une lettre de demande d'intervention rapide concernant des allégations selon lesquelles Parvez Imroz et trois autres avocats, Kartik Murukutla, Ghulam Nabi Khan et Qazi Irfan, auraient été détenus pendant une heure sans autorisation et empêchés de tenir une manifestation à la tombe de Mohammed Khan, fossoyeur qui a contribué de manière décisive à révéler l'existence de charniers dans le pays. La lettre a aussi évoqué l'inaction persistante s'agissant d'enquêter sur les charniers clandestins et l'impunité dont continuent de bénéficier les responsables de la disparition de 8 000 personnes au Jammu-et-Cachemire entre 1989 et 2008.

Iran (République islamique d')

Procédure ordinaire

50. Au titre de sa procédure ordinaire, le Groupe de travail a porté à l'attention du Gouvernement un cas concernant Asghar Rezaei, qui aurait été vu pour la dernière fois au district 2 de la prison d'Evin à Téhéran.

Informations reçues de diverses sources

51. Des sources ont fourni des informations actualisées sur un cas en suspens. Les informations fournies n'ont pas été jugées suffisantes pour élucider le cas en question.

Informations reçues du Gouvernement des États-Unis d'Amérique

52. Le 18 septembre 2017, le Gouvernement des États-Unis d'Amérique a transmis des informations concernant un cas en suspens relevant de la République islamique d'Iran. Les informations fournies n'ont pas été jugées suffisantes pour élucider le cas en question.

Iraq

Procédure ordinaire

53. Au titre de sa procédure ordinaire, le Groupe de travail a porté à l'attention du Gouvernement iraquien le cas d'Hazim al Janabi, qui aurait été enlevé à un point de contrôle, et emmené au quartier-général de la Division militaire iraquienne n° 17 à Mahmoudiayh, par des membres de la Division militaire iraquienne n° 17, le 23 août 2006.

Appel urgent conjoint

54. Le 10 avril 2018, le Groupe de travail et trois autres mécanismes relevant des procédures spéciales ont lancé un appel urgent conjoint concernant des allégations faisant état de menaces de mort et de tentatives d'assassinat à l'égard des défenseurs des droits de l'homme Faisal al Tamimi et Iyad al Roumy, semble-t-il à titre de représailles pour leur action légitime de défense des droits de l'homme contre les disparitions forcées en Iraq, tandis qu'ils exerçaient pacifiquement leurs droits à la liberté d'expression et de réunion.

Israël

Procédure ordinaire

55. Au titre de sa procédure ordinaire, le Groupe de travail a porté à l'attention du Gouvernement israélien le cas d'Abed al-Aziz, qui aurait été arrêté dans le secteur de la porte de Jaffa dans la vieille ville de Jérusalem par deux femmes et un homme soldats des forces armées israéliennes.

56. Conformément à ses méthodes de travail, le Groupe de travail a aussi adressé une copie du dossier à l'État de Palestine.

Libye

Action urgente

57. Le 1^{er} mars 2018 et le 16 avril 2018, le Groupe de travail, agissant au titre de sa procédure d'action urgente, a porté à l'attention du Gouvernement libyen deux cas concernant :

- a) Ali Hussein, qui aurait été arrêté le 1^{er} janvier 2018 par des gardes à Tripoli, devant le Ministère des affaires étrangères, et emmené dans un lieu inconnu ;
- b) Fathi Salim Hamad Alzaedi, qui aurait été enlevé le 12 janvier 2018 à Tripoli, dans le district d'Abou Salim, par un groupe d'hommes armés qui portaient une tenue civile mais se sont présentés comme des membres de la troisième section du Bureau des enquêtes de la Direction centrale de la sécurité (division d'Abou Salim).

Procédure ordinaire

58. Le Groupe de travail, agissant au titre de sa procédure ordinaire, a porté à l'attention du Gouvernement huit cas concernant :

- a) Mahmoud Mohammed Bulqasim, qui aurait été enlevé le 24 avril 2014 par un groupe armé placé sous l'autorité de l'État, sur le chemin de son domicile, rue Fenisia à Benghazi ;
- b) Abdallah Mohamed Ma'touq Zubeida, qui aurait été enlevé le 15 octobre 2017 à son domicile d'Hay al-Andalus, à Tripoli, par la Brigade des révolutionnaires de Tripoli, groupe armé allié au Gouvernement d'entente nationale ;
- c) Mohamed al Mgwab, qui aurait été enlevé le 6 mai 2017 par un individu, au carrefour menant à la rue Ain Zara, à proximité de la caserne du 42^e bataillon à Tripoli, puis remis à une milice armée connue sous le nom de 42^e bataillon, qui relève du Ministère de l'intérieur ;
- d) Abdulsalam Salem Mohamed Altira, qui aurait été arrêté le 22 février 2017 par des soldats du 21^e bataillon (forces spéciales), au bloc d'immeuble n° 12 du lotissement dit des « appartements chinois » dans le quartier de Ganfouda à Benghazi ;
- e) Yahya Abdulsalam Salem Altira, qui aurait été arrêté le 22 février 2017 par des soldats du 21^e bataillon (forces spéciales), au bloc d'immeuble n° 12 du lotissement dit des « appartements chinois » dans le quartier de Ganfouda à Benghazi ;
- f) Anas Abdulsalam Salem Altira, qui aurait été arrêté le 22 février 2017 par des soldats du 21^e bataillon (forces spéciales), au bloc d'immeuble n° 12 du lotissement dit des « appartements chinois » dans le quartier de Ganfouda à Benghazi ;
- g) Ahmed Abdalla Elgibali Ali, qui aurait été enlevé le 19 janvier 2017 par 15 à 17 soldats qui se sont présentés comme des membres de l'Armée nationale libyenne, dans une maison située derrière le bureau de poste de la ville d'Al-Tamimi, dans le district de Derna ;
- h) Ibrahim Abdel Wahid Saleh Abdul Elobeidi, qui aurait été enlevé le 30 décembre 2016 par 20 soldats qui se sont présentés comme des membres de l'Armée

nationale libyenne, dans une maison située à proximité de l'école primaire des Martyrs d'Al-Jabal al-Akhdhar, dans le district d'Al-Hufrah de la ville d'Al-Tamimi.

Doublons

59. Le Groupe de travail a estimé que deux cas avaient été soumis en double. Il a donc rayé les doublons de sa liste.

Mauritanie

Élucidation à la lumière d'informations reçues de diverses sources

60. À la lumière d'informations fournies par diverses sources, le Groupe de travail a décidé de considérer le cas de Mohamed Cheick M'Khaitir comme élucidé. L'intéressé est actuellement détenu.

Mexique

Informations reçues de diverses sources

61. Une source a fourni des informations concernant trois cas en suspens. Les informations fournies n'ont pas été jugées suffisantes pour élucider les cas en question.

Réponse à une autre lettre conjointe

62. Le 9 mars 2018, le Gouvernement mexicain a répondu à la communication envoyée le 11 décembre 2017. Dans sa réponse, il a précisé l'objet, la portée et les conséquences des propositions figurant dans le projet de loi sur la sécurité intérieure. Il a aussi fourni des renseignements concernant des études sur le respect du droit, eu égard aux normes relatives aux droits de l'homme et à leurs incidences sur la prévention des violations de ces droits, ainsi que sur la participation des organisations de la société civile au processus. Le texte du projet de loi figurait dans la réponse du Gouvernement mexicain.

Réponse à des allégations de caractère général

63. Le 22 décembre 2017, le Gouvernement a transmis deux réponses aux allégations de caractère général envoyées le 13 septembre 2013 et le 9 juin 2017. Dans ces réponses, le Gouvernement reconnaît que le phénomène de la disparition forcée est une réalité au Mexique, en raison de circonstances très particulières et dans un contexte où la criminalité organisée sévit. Il décrit aussi plusieurs mesures qui ont été prises face à ce problème. En juin 2015, un protocole relatif à la recherche des personnes disparues et aux moyens d'enquêter sur ces disparitions a été publié. En décembre 2015, 27 659 cas de personnes portées disparues ou disparues étaient répertoriés dans le Registre national des personnes portées disparues et des personnes disparues (Registro Nacional de Datos de Personas Extraviadas o Desaparecidas), créé en 2011. En 2016, le parquet spécialisé dans la recherche de personnes disparues (Fiscalía Especializada de Búsqueda de Personas Desaparecidas) avait ouvert une enquête dans 86 affaires au total. Le Gouvernement mexicain a aussi indiqué que le parquet spécialisé dans la recherche de personnes disparues oeuvrait pour qu'un registre national des fosses clandestines et une base de données ADN soient créés et pour que des drones soient utilisés afin de localiser efficacement les victimes. En outre, en accord avec le Comité international de la Croix-Rouge, le parquet spécialisé a créé une base de données *ante mortem/post mortem* afin de gérer les renseignements relatifs aux personnes portées disparues et aux restes des personnes décédées. Au 15 septembre 2017, la base de données contenait 1 012 questionnaires *ante mortem*. Le Gouvernement mexicain a réaffirmé sa détermination à défendre les droits de l'homme, dont témoignait l'entrée en vigueur de la loi sur les disparitions forcées le 16 janvier 2018. Le texte intégral des réponses est reproduit à l'annexe IV.

64. Le 12 mars 2018, le Gouvernement a transmis une réponse à une allégation générale qui lui avait été adressée le 10 avril 2017. Dans sa réponse, il a estimé qu'aucun élément ne permettait d'affirmer que le recours en *amparo* avait été vidé de son pouvoir réparateur. La

Cour suprême avait donné son avis sur le caractère de la victime et les critères jurisprudentiels qu'elle avait définis visaient à élargir les effets du recours en *amparo* de manière à protéger plus largement les personnes qui portaient plainte pour des actes ou des omissions constituant une violation des droits de l'homme. Depuis quelques années, la Cour suprême a établi des critères favorables à une réparation intégrale. Le texte intégral de la réponse est reproduit à l'annexe IV.

Maroc

Informations reçues de diverses sources

65. Des sources ont fourni des informations sur un cas en suspens. Ces informations n'ont toutefois pas été jugées suffisantes pour élucider ce cas.

Application de la règle des six mois

66. Le 30 mars 2018, le Gouvernement a fourni des informations sur des cas en suspens. Sur la base de ces informations, le Groupe de travail a décidé d'appliquer la règle des six mois à 15 des cas en question.

Informations reçues du Gouvernement

67. Le 30 mars 2018, le Gouvernement a fourni des informations sur 148 cas en suspens, dont 31 avaient déjà été examinés par le Groupe de travail à sa 114^e session. Sur la base de ces informations, le Groupe de travail a décidé, conformément à l'article 28 de ses méthodes de travail, de suspendre l'examen de 10 cas jusqu'à la session suivante. Les informations fournies concernant les cinq autres cas n'ont pas été jugées suffisantes pour élucider ces cas. Le Groupe de travail examinera les informations concernant 51 autres cas dès que la traduction des annexes pertinentes lui aura été communiquée. Les autres cas seront soumis à l'examen du Groupe de travail à ses prochaines sessions.

Doublons

68. Le Groupe de travail a estimé que quatre cas avaient été soumis en double. Il a donc rayé les doublons de sa liste.

Mozambique

Informations reçues de diverses sources

69. Une source a fourni des informations actualisées concernant un cas en suspens. Les informations fournies n'ont toutefois pas été jugées suffisantes pour élucider ce cas.

Informations reçues du Gouvernement portugais

70. Le 2 mai 2018, le Gouvernement portugais a fourni des informations sur un cas en suspens relevant du Mozambique. Les informations fournies n'ont pas été jugées suffisantes pour élucider le cas en question.

71. Conformément à ses méthodes de travail, le Groupe de travail a transmis au Gouvernement portugais une copie du dossier.

Myanmar

Informations reçues du Gouvernement français

72. Le 5 avril 2018, le Gouvernement français a fourni des informations sur un cas en suspens relevant du Myanmar. Ces informations n'ont toutefois pas été jugées suffisantes pour élucider ce cas.

73. Conformément à ses méthodes de travail, le Groupe de travail a fait parvenir une copie du dossier actualisé aux gouvernements thaïlandais et français.

Nigéria

Procédure ordinaire

74. Le Groupe de travail, agissant au titre de sa procédure ordinaire, a porté à l'attention du Gouvernement nigérian un cas concernant Nwannekaenyi Kenny Namdi Okwu Kanu, qui aurait été arrêté par des militaires le 14 septembre 2017, à Isiam Afaraukwu Umuahia Ibeku, dans l'État d'Abia (Nigéria).

75. Conformément à ses méthodes de travail, le Groupe de travail a transmis une copie du dossier au Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

Pakistan

Action urgente

76. Au cours de la période considérée, le Groupe de travail, agissant au titre de sa procédure d'action urgente, a porté à l'attention du Gouvernement pakistanais les cas des trois personnes suivantes :

a) Mir Jan, qui aurait été enlevé à son domicile, à Raees Goth, le 12 mars 2018, par Sindh Ranger et par des agents des services secrets ;

b) Asim Amin, qui aurait été enlevé le 4 mars 2018 par des agents du Frontier Corps (corps des gardes frontière) et de l'Agence du renseignement interservices, lors d'une manifestation parrainée par l'armée (Makuran Melah) à Turbat ;

c) Naveed Khalid, qui aurait été enlevé le 13 mars 2018 par des agents du Frontier Corps (corps des gardes frontière) et de l'Agence du renseignement interservices, dans une maison située à Bela, district de Lasbela, au Baloutchistan (Pakistan).

Procédure ordinaire

77. Le Groupe de travail a porté 34 cas à l'attention du Gouvernement (voir à l'annexe III).

Élucidation à la lumière d'informations reçues de diverses sources

78. À la lumière des informations fournies par diverses sources, le Groupe de travail a décidé de considérer comme élucidés les cas des huit personnes suivantes : Abdul Malik, Tariq Qureshi Muhammad, Muhammad Vighio, Aftab Younis, Arif Muhammad, Mir Dad, Nasir Ahmed et Nihal. Sept personnes auraient été libérées et une aurait été placée en détention.

Informations reçues de diverses sources

79. Des sources ont communiqué des informations actualisées concernant 23 cas en suspens. Les informations fournies n'ont pas été jugées suffisantes pour élucider les cas en question.

Application de la règle des six mois

80. À la lumière des informations fournies par le Gouvernement le 25 août 2017 et les 10 janvier et 27 avril 2018, le Groupe de travail a décidé d'appliquer la règle des six mois à 93 cas.

Informations reçues du Gouvernement

81. Les informations fournies par le Gouvernement aux dates susmentionnées n'ont pas été jugées suffisantes pour élucider 376 cas.

Doublons

82. Le Groupe de travail a estimé que huit cas avaient été soumis en double. Il a donc rayé les doublons de sa liste.

Pérou

Informations reçues de diverses sources

83. Des sources ont communiqué des informations actualisées concernant un cas en suspens. Ces informations n'ont toutefois pas été jugées suffisantes pour élucider ce cas.

Élucidation

84. À la lumière des informations précédemment fournies par le Gouvernement péruvien, le Groupe de travail a décidé de considérer le cas de Luis Alberto Barrientos Tacos comme élucidé après expiration du délai prescrit par la règle des six mois (voir A/HRC/WGEID/113/1, par. 103).

Fédération de Russie

Action urgente

85. Le 27 avril 2018, le Groupe de travail, agissant au titre de sa procédure d'action urgente, a transmis au Gouvernement russe un dossier concernant Oleksandr Steshenko, lequel aurait été enlevé le 11 avril 2018, au poste de contrôle frontalier de Dzahankoy, situé sur le territoire de la Crimée², par des fonctionnaires du Service fédéral de la sécurité de la Fédération de Russie.

86. Conformément à ses méthodes de travail, le Groupe de travail a transmis au Gouvernement ukrainien une copie du dossier.

Arabie saoudite

Action urgente

87. Le 27 avril 2018, au titre de sa procédure d'action urgente, le Groupe de travail a porté à l'attention du Gouvernement saoudien le cas d'Aida Ali Daifallah al Ghamdi et d'Adil Ali Abdullah al Ghamdi, qui auraient été arrêtés le 26 mars 2018 dans une rue de Djedda (Arabie saoudite), par des membres de la Police d'investigation saoudienne (Al Mabahith al Ammah).

Procédure ordinaire

88. Le Groupe de travail, agissant au titre de sa procédure ordinaire, a porté à l'attention du Gouvernement le cas de Hussien Mohamed Zeit, qui aurait été arrêté le 26 juin 2017 à Djedda, à l'aéroport international Roi Abdulaziz, par des membres du service saoudien de la sûreté et été vu pour la dernière fois le 17 juillet 2017, date à laquelle il a reçu une visite au centre de détention de Djedda (Arabie Saoudite).

89. Conformément à ses méthodes de travail, le Groupe de travail a transmis au Gouvernement libyen une copie du dossier.

Informations reçues de diverses sources

90. Des sources ont communiqué des informations actualisées concernant quatre cas. Les informations fournies n'ont pas été jugées suffisantes pour élucider les cas en question.

91. Sur la base des éléments fournis, le Groupe de travail a décidé de rouvrir le dossier de Mohammed Husayn Ali al Khadrawi et celui de Mahmoud Ali al Bashir Rajb.

² Le statut de la République autonome de Crimée doit s'entendre au sens de la résolution 68/262 de l'Assemblée générale sur l'intégrité territoriale de l'Ukraine, et des résolutions 71/205 et 72/190, sur la situation des droits de l'homme dans la République autonome de Crimée et la ville de Sébastopol (Ukraine).

92. Conformément à ses méthodes de travail, le Groupe de travail a fait parvenir une copie des dossiers de Mohammed Husayn Ali al Khadrawi et de Mahmoud Ali al Bashir Rajb, respectivement, au Gouvernement libyen.

Élucidation

93. À la lumière des informations précédemment fournies par le Gouvernement, qui ont été confirmées par d'autres sources, le Groupe de travail a décidé de considérer le cas de Salman al Odah comme élucidé avant l'expiration du délai prescrit par la règle des six mois (voir A/HRC/WGEID/114, par. 120).

Afrique du Sud

94. Une source a fourni des informations actualisées concernant un cas en suspens. Ces informations n'ont toutefois pas été jugées suffisantes pour élucider ce cas.

Sri Lanka

Procédure ordinaire

95. Le Groupe de travail a porté 28 cas à l'attention du Gouvernement sri-lankais (voir annexe III).

Informations reçues de diverses sources

96. Des sources ont communiqué des informations actualisées concernant deux cas en suspens. Les informations fournies n'ont pas été jugées suffisantes pour élucider les cas en question.

Soudan

Informations reçues de diverses sources

97. Des sources ont communiqué des informations actualisées concernant deux cas en suspens. Les informations fournies n'ont pas été jugées suffisantes pour élucider les cas en question.

Élucidation

98. À la lumière des informations précédemment fournies par le Gouvernement soudanais, le Groupe de travail a décidé de considérer le cas de Nabil Mohamed al Nuwairy comme élucidé sur la base d'informations reçues par la source avant l'expiration du délai prescrit par la règle des six mois (voir A/HRC/WGEID/114/1, par. 128).

Appel urgent conjoint

99. Le 26 mars 2018, le Groupe de travail et quatre autres mécanismes relevant des procédures spéciales ont envoyé un appel urgent conjoint concernant les allégations relatives à la disparition forcée de Yousif El Koda, Amjed El Tayeb, Omer Ushari Ahmed Mahmoud et Abdul Latif Abdul Latif Ali, à la suite de la participation des intéressés à une manifestation, le 16 janvier 2018 à Khartoum. Le Groupe de travail a été informé que ces quatre personnes avaient été libérées en avril 2018. La source a confirmé cette information.

République arabe syrienne

Procédure ordinaire

100. Le Groupe de travail a porté à l'attention du Gouvernement syrien 12 cas concernant :

a) Ahmad Jahmay, qui aurait été arrêté le 1^{er} mai 2014 par des membres des forces nationales de défense, en uniforme pour certains et en tenue civile pour d'autres, au poste de contrôle situé dans le village de Khnaifeis, dans la campagne du gouvernorat de Hama ;

b) Bilal al Attarat, qui aurait été enlevé le 31 mai 2014 par des membres des services de sécurité militaire, en uniforme pour certains et en tenue civile pour d'autres, au poste de contrôle de Mazza, tenu par les forces gouvernementales sur la route internationale reliant Damas à Beyrouth ;

c) Badr al Din Habib, qui aurait été arrêté le 10 septembre 2014 par des membres des services de sécurité militaire en uniforme au poste de contrôle de Al Thahabiyeh, dans le quartier d'al Ramosa (Alep) ;

d) Al Khayoti Rami, qui aurait été arrêté le 4 avril 2014 par des membres des services de sécurité militaire en uniforme à un poste de contrôle situé dans le quartier de Nahr Aisha (Damas) ;

e) Abdullatif Bakour, qui aurait été enlevé le 20 mars 2011 par des militaires au poste de contrôle de Msherfa (Homs) ;

f) Khuder al Salkhadi, qui aurait été arrêté le 28 août 2014 par des membres des forces armées en uniforme au poste de contrôle de Mankat al Hatab, sur la route reliant Damas à Daraa ;

g) Muayid al Yousef, qui aurait été arrêté le 10 septembre 2014 par des membres des services de sécurité militaire en uniforme à un poste de contrôle des services de sécurité à la frontière syro-libanaise ;

h) Farzat Enad, qui aurait été arrêté le 25 février 2012 par des membres des services de sécurité de l'armée de l'air à son domicile, dans le village d'Aborbes (Mhardeh) ;

i) Ahmad Issa, qui aurait été enlevé le 7 février 2013 par des membres de l'Armée syrienne dans une maison située à Bloudan, dans le gouvernorat de Rif Dimashq ;

j) Ammar Ammar, qui aurait été arrêté le 1^{er} août 2014 par des agents des forces de sécurité militaire à un point de contrôle à Tartus ;

k) Bilal al Othman, qui aurait été arrêté le 1^{er} janvier 2014 par des agents des forces de sécurité militaire à un point de contrôle dans le quartier de Housh Blas à Damas ;

l) Mahmoud Aldarwish, qui aurait été arrêté le 1^{er} septembre 2011 par des agents des services secrets de l'armée de l'air dans sa boutique de la rue Althourah, dans le quartier d'Alkhaledieh à Homs.

Informations reçues de diverses sources

101. Des sources ont communiqué des informations actualisées concernant un cas en suspens. Ces informations n'ont toutefois pas été jugées suffisantes pour élucider ce cas.

102. Conformément à ses méthodes de travail, le Groupe de travail a adressé une copie du dossier actualisé au Gouvernement suisse.

Informations reçues du Gouvernement

103. Le 5 février 2018, le Gouvernement syrien a fourni des informations sur un cas en suspens. Les informations fournies n'ont pas été jugées suffisantes pour élucider le cas en question.

Thaïlande

Allégation de caractère général

104. Le Groupe de travail a reçu de la part de sources crédibles des informations faisant état d'obstacles à la mise en œuvre de la Déclaration sur la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées en Thaïlande. Le 28 mai 2018, le Groupe de travail a transmis au Gouvernement thaïlandais une allégation de caractère général (voir l'annexe I) portant principalement sur les plaintes dénonçant l'impunité et l'insuffisance de la protection contre les disparitions forcées.

Tunisie

Informations reçues du Gouvernement

105. Le 25 janvier 2018, le Gouvernement a fourni des informations concernant 12 cas en suspens. Les informations fournies n'ont pas été jugées suffisantes pour élucider les cas en question.

106. Conformément à ses méthodes de travail, le Groupe de travail a fait parvenir une copie de 10 des dossiers actualisés aux gouvernements algérien et italien, et une copie d'un autre dossier au Gouvernement libyen.

Turquie

Élucidation à la lumière d'informations reçues de diverses sources

107. À la lumière des informations fournies par diverses sources, le Groupe de travail a décidé de considérer le cas de Ümit Horzum comme élucidé. L'intéressé aurait été mis en liberté provisoire en attendant son procès pour des allégations d'« appartenance à une organisation terroriste ».

Informations reçues de diverses sources

108. Des sources ont communiqué des informations sur un cas en suspens. Ces informations n'ont toutefois pas été jugées suffisantes pour élucider ce cas.

Informations reçues du Gouvernement

109. Le 28 mars 2018, le Gouvernement a fourni des informations concernant un cas en suspens. Les informations fournies n'ont pas été jugées suffisantes pour élucider le cas en question.

Élucidation

110. À la lumière des informations précédemment fournies par le Gouvernement, le Groupe de travail a décidé de considérer les cas de Meral Kaçmaz et Mesut Kaçmaz comme élucidés sur la base d'informations reçues par la source avant l'expiration du délai prescrit par la règle des six mois (voir A/HRC/WGEID/114/1, par. 145).

Turkménistan

Informations reçues du Gouvernement tadjik

111. Le 29 mars 2018, le Gouvernement tadjik a fourni des informations au sujet d'un cas en suspens relevant du Turkménistan. Ces informations n'ont toutefois pas été jugées suffisantes pour élucider ce cas.

112. Conformément à ses méthodes de travail, le Groupe de travail a transmis au Gouvernement tadjik une copie du dossier.

Élucidation

113. À la lumière des renseignements précédemment fournis par le Gouvernement, le Groupe de travail a décidé de considérer le cas de Tirkish Tyrmyev comme élucidé après expiration du délai prescrit par la règle des six mois (voir A/HRC/WGEID/113/1, par. 131). Les renseignements fournis ont été confirmés par la source.

Ukraine

Procédure ordinaire

114. Le Groupe de travail, agissant au titre de sa procédure ordinaire, a porté à l'attention du Gouvernement ukrainien le cas de Serhii Chumak, qui aurait été enlevé le 25 juillet 2014

à Luhansk par des agents des forces armées ukrainiennes, du Service ukrainien de la sûreté et de la Direction générale du renseignement du Ministère ukrainien de la défense.

Émirats arabes unis

Procédure d'action urgente

115. Le 2 mai 2018, le Groupe de travail, agissant au titre de sa procédure d'action urgente, a porté à l'attention du Gouvernement émirien le cas de Sheikha Latifa Mohammed al Maktoum, qui aurait été enlevée le 4 mars 2018 à bord d'un yacht battant pavillon des États-Unis d'Amérique, au large de l'Inde, alors qu'elle tentait de fuir de Doubaï, par des militaires et des agents des services de sécurité indiens, ainsi que des garde-côtes, et aurait été livrée aux autorités émiriennes. Le sort qui lui a été réservé et le lieu où elle se trouve restent inconnus.

116. Conformément à ses méthodes de travail, le Groupe de travail a transmis au Gouvernement indien une copie du dossier.

Procédure ordinaire

117. Le Groupe de travail, agissant au titre de sa procédure ordinaire, a porté à l'attention du Gouvernement émirien le cas de Osmanjan Omer, qui aurait été arrêté mi-octobre 2017 par la police de Doubaï, qui aurait agi en collaboration avec le Gouvernement chinois.

118. Conformément à ses méthodes de travail, le Groupe de travail a transmis au Gouvernement chinois une copie du dossier.

Informations reçues des gouvernements turc et émirien

119. Les 3 et 17 avril 2018, les gouvernements turc et émirien ont fourni des informations sur le cas de Huseyin Imintohti, relevant des Émirats arabes unis. Les informations fournies n'ont pas été jugées suffisantes pour élucider le cas en question.

120. Conformément à ses méthodes de travail, le Groupe de travail a fait parvenir une copie des dossiers actualisés aux Gouvernements turc et émirien.

États-Unis d'Amérique

Informations reçues de diverses sources

121. Une source a fourni des informations concernant un cas en suspens. Ces informations n'ont toutefois pas été jugées suffisantes pour élucider ce cas.

122. Conformément à ses méthodes de travail, le Groupe de travail a transmis au Gouvernement iraquien une copie du dossier.

Venezuela (République bolivarienne du)

Informations reçues de diverses sources

123. Des sources ont fourni des informations sur deux cas en suspens. Les informations fournies n'ont pas été jugées suffisantes pour élucider les cas en question.

124. Conformément à ses méthodes de travail, le Groupe de travail a fait parvenir une copie des dossiers au Gouvernement colombien.

Élucidation

125. À la lumière des informations précédemment fournies par le Gouvernement vénézuélien, le Groupe de travail a décidé de considérer le cas de Angel Omar Vivas Perdomo comme élucidé après expiration du délai prescrit par la règle des six mois (voir A/HRC/WGEID/113/1, par. 139).

Viet Nam

Élucidation

126. À la lumière des informations précédemment fournies par le Gouvernement vietnamien, le Groupe de travail a décidé de considérer le cas de Thich Tri Khai comme élucidé après expiration du délai prescrit par la règle des six mois (voir A/HRC/WGEID/113/1, par. 140).

Yémen

Informations reçues de diverses sources

127. Des sources ont communiqué des informations sur deux cas en suspens. Les informations fournies n'ont pas été jugées suffisantes pour élucider les cas en question.

128. Conformément à ses méthodes de travail, le Groupe de travail a fait parvenir au Gouvernement saoudien une copie de l'un des dossiers actualisés.

Informations reçues du Gouvernement omanais

129. Le 28 mars 2018, le Gouvernement omanais a fourni des informations sur un cas en suspens relevant du Yémen. Ces informations n'ont toutefois pas été jugées suffisantes pour élucider le cas en question.

130. Conformément à ses méthodes de travail, le Groupe de travail a transmis au Gouvernement émirien une copie du dossier.

Annex I

General allegations

China

1. The Working Group received information from sources concerning reported obstacles encountered in the implementation of the Declaration on the Protection of All Persons from Enforced Disappearance in China.
2. According to sources, there has been a notable trend of enforced disappearances of Uyghurs that escalated dramatically in 2017 with the introduction of ‘re-education’ camps by the Chinese government in the Uyghur Autonomous Region. The source reports that, in April and May of 2017, Uyghurs living outside China started losing contact with family members still living in the Uyghur Autonomous Region as thousands of Uyghurs began to be rounded up and sent to the camps. The sources report that this continued in 2017 and 2018, and that more Uyghurs lost contact with family members.
3. According to sources, 120,000 Uyghurs were sent to five camps around Kashgar. The sources also report that by March 2018, an estimated 880,000 to one million Uyghurs have been sent to these camps. The sources state that Uyghurs are being held at these centres not because they have committed any crimes, but because they deem them in inadequacy with Chinese Communist Party’s policies.
4. According to the sources, no formal charges are laid against detainees, who are also not provided access to legal remedies, are denied contact outside the camps, and are held for unspecified periods of time. The source believes that the camps constitute a massive case of state-orchestrated enforced disappearance and arbitrary detention.
5. In addition, according to sources, in the past 15 years, at least 300 Uyghurs, who were students, refugees and asylum seekers, have been forcibly returned to China from 16 different countries. The source also reports that, in 2014, 109 Uyghurs were returned to China from Thailand, and that, in 2018, at least 22 Uyghur students were forcibly returned to China from Egypt after Egyptian authorities rounded up approximately 200 Uyghur students in the country. Since their extradition, the source reports, no information concerning their whereabouts is known.
6. The Working Group also received information that, Article 73 of the Criminal Procedure Law (CPL) is increasingly used as a legal ground for forcibly disappearing individuals. According to the sources, Article 73, which has been effective since January 2013, allows police to put an individual under “residential surveillance at a (police-) designated location”, whereby police can hold individuals in secret for up to six months, without access to lawyers or family members, if they are suspected of “endangering state security,” “terrorism,” or significant bribery crimes. According to sources, at least 42 cases of enforced disappearances of human rights defenders have been documented between 2015–2017 through the residential surveillance for up to six months, at least 189 cases of enforced disappearances of human rights defenders through the black jails have been documented between 2013–2017, and at least 17 cases of enforced disappearances of human rights lawyers and activists subject to “residential surveillance at a (police-) designated location” have been documented.

Thailand

7. The Working Group received information from sources concerning reported obstacles encountered in the implementation of the Declaration on the Protection of All Persons from Enforced Disappearance in Thailand.
8. The sources reported that there is impunity and ineffective protection against enforced disappearances.

9. According to the sources, while requests were made by the Thai government to withdraw some cases of the Working Group's dockets claiming that the victims were dead, it has not provided any information about the cases in question and 82 unresolved cases remain recorded by the Working Group. Since then, the whereabouts of the victims remain unknown, which constitutes evidence of a pattern of enforced disappearances in Thailand.

10. Reportedly, there is no punishment for this crime because enforced disappearance as defined in international standards and the 1992 Declaration is not recognized as a criminal offense in Thailand's legal system. The sources reported that a draft law criminalizing enforced disappearances was shelved. Indeed, a draft Prevention and Suppression of Torture and Enforced Disappearance Act was completed, but its adoption was suspended indefinitely by the National Legislative Assembly on 28 February 2017. According to the authorities, the draft law was returned to the cabinet for further amendments but the authorities refused to clarify when the legislation would be finalized.

11. The sources further observed that the new investigation entity, the Committee to Receive Complaints and Investigate Allegations of Torture and Enforced Disappearance, and the three subcommittees, established by the government on 23 May 2017 are ineffective. To date, the Committee has allegedly failed to undertake any concrete and effective actions to fulfill its mandate and has held only two meetings, in June and November 2017.

12. According to the sources, this context has many consequences leading to impunity, especially a lack of investigation and a more difficult access to justice for victims. Indeed, the lack of investigation, which results in a lack of effective remedies and reparation was observed in two high-profile cases of suspected enforced disappearances, where a police investigation has failed to establish the fate of the victims. Moreover, the sources indicated that victims' relatives seeking truth and justice are facing obstacles in accessing judicial institutions and are the object of retaliation and harassment by the authorities.

13. The sources also denote the practice of secret military detention since May 2014, which increases the risk of enforced disappearance and torture.

14. According to the sources, human rights defenders and political dissidents, including those at Thailand's Southern Border Provinces, have continued to be victims of enforced disappearances and torture. A human rights lawyer was arrested at his home in Bangkok for allegedly violating Article 112 of the Criminal Code (*lèse-majesté*) on 29 April 2017. His fate remained unknown until 3 May 2017 and it was further revealed that he had been taken by military agents to the Nakhon Chaisri temporary detention facility inside the 11th Army Circle Base in Bangkok.

15. Furthermore, the sources pointed out that Thailand signed the International Convention for the Protection of All Persons from Enforced Disappearance on 9 January 2012, but while a resolution in favor of ratifying the Convention was unanimously approved by the National Legislative Assembly on 10 March 2017, the executive has not ratified it.

Annex II

Urgent actions

Egypt

1. The Working Group, following its urgent action procedure, transmitted 39 cases to the Government concerning:

(a) Mostafa Fahmi Ragab Mohamed, allegedly arrested on 20 December 2017 by members of the security forces in uniforms and in plainclothes, from his workplace at Haram town, Giza Province;

(b) Osama Salah Mohamed Mohamed Khattab, allegedly disappeared on 28 November 2017 on his way to Damanhour University, whom it is believed may be being held at the State Security Headquarters in Cairo;

(c) Ramadan Mohamed Fathelbab Ibrahim Ali, allegedly arrested on 2 February 2018 by State Security Forces in uniforms and Police officers in uniforms and plainclothes, from his house in Agouza, Giza Province;

(d) Ammar Mohamed Ibrahim Bayoumi, allegedly disappeared on 24 January 2018, and last heard from on that day when he informed persons associated with him that he was in Beiram Street, Zagizag City, Sharkia Governorate;

(e) Mohamed Ismail Abdurrahman Mohamed, allegedly arrested on 12 February 2018 by 20 members of the security forces in uniforms and in plainclothes from his home at Ibrahimia Center, Sharkia Province;

(f) Walid Essmat Hassan Khalil, allegedly arrested on 19 February 2018 by Police Special Forces in uniforms and plainclothes from his home in Mina Al Bassal Town, Alexandria Province;

(g) Osama Mahmoud Ahmed El Sayed Amer, allegedly arrested on 3 January 2018 by Investigation Agency Officers in plainclothes from a street in Al-Samad City;

(h) Ahmed El Badry Sayed Ahmed, allegedly arrested on 22 November 2017 by two State Security individuals in plainclothes and taken away in a Police car;

(i) Mohamed Abdelfattah Mohamed Omar, allegedly arrested on 17 November 2017 by State Security individuals in plainclothes from his home in al-Wasti Village, Assiut Province;

(j) Saad Ahmed Saad Al Hassaneen, allegedly disappeared from an unknown location in Cairo, Egypt on 19 November 2017 — a week prior his residence in Billa City had been raided by the State Security services;

(k) Tharwat Shaaban Rabiee Rehima, allegedly arrested on 16 November 2017 by agents of the State Security in plainclothes from a street in the village of Manashi al Khatib;

(l) Mostafa Ramadan Mostafa AbulFotouh, allegedly arrested on 17 January 2018 by Police officers in uniforms and unidentified individuals in plainclothes wearing masks, from his home in Mansoura City, Dakahlia Governorate;

(m) Mostafa Ali Hassan Ali, allegedly arrested on 3 December 2017 by two State Security personnel in plainclothes from his workplace;

(n) Loqman Mohamed Abdelfattah Mohamed, allegedly arrested on 26 January 2018 by Police officers in uniforms from Al-Saftawi shop, Imbaba town, Cairo Province;

(o) Hossam Abdelazim Ibrahim Sherif, allegedly arrested on 1 February 2018 by State Security Forces from his workplace in Abu Rawwash area, Industrial zone, Giza province;

- (p) Ahmed Mowafi Khalafallah Ahmed, allegedly arrested on 1 February 2018 by members of the State Security Forces in uniforms from Al Khazan Checkpoint at Dar El Salam, Sohag Governorate;
- (q) Mr. Mohamed Saeed Badawi Abdel Majeed Radi, allegedly arrested on 26 January 2018 by individuals wearing plainclothes believed to be National Security Agents from a Police checkpoint at Salam Area in Qalyubia Governorate, Egypt;
- (r) Abdul Rahman Ahmed Abdel Naby Kassab, allegedly arrested on 29 November 2017 by Police officers in uniforms from an apartment for students in Nasr City;
- (s) Abu Bakr Ali Abdulmuttalib Al Sanhouthi, allegedly arrested on 15 December 2017 from a checkpoint on the Aswan Road;
- (t) Islam Elsayed Mahfouz Salem Khalil, allegedly disappeared on 10 March 2018, and reportedly last seen on 18 March 2018 in the Aswan Central Security Camp (“Shallal Military Camp”) being held by military intelligence;
- (u) Ahmed Abdul Samie’ Abdul Fattah Abdul Razik, allegedly disappeared on 14 December 2018 — persons associated with him received an anonymous phone call on that day telling them that he had been arrested in Aswan;
- (v) Bassem Mohamed Abdelhalim Salem, allegedly disappeared on 28 February 2018 in Alexandria — two weeks prior State Security personal in plainclothes had told persons associated with him that they were looking for him;
- (w) Mohamed Mansour Hassan Mohamed, allegedly arrested on 24 February 2018 whilst walking on an unknown street in Ismalia, Egypt — he was subject to an outstanding arrest warrant;
- (x) Bilal Riyad Sayed Ahmed Abdullah, allegedly arrested on 2 March 2018 by a member of the Police in uniform and members of the State Security in plainclothes, from Al-Teeba village;
- (y) Bilal Mohamed Bakry Mohamed Moussa, allegedly arrested on 9 February 2018 by members of the Police in uniforms and members of the State Security in plainclothes in al-Salam area, al-Zawia al-Hamra City, Cairo province;
- (z) Abdullah Mohamed Modar Mousa Mohamed, allegedly disappeared on 24 March 2018 from Giza train station- reportedly the following day several officers from the National Security Agency wearing civilian clothes entered his apartment using keys and searched it;
- (aa) Amr Mohammed Diaa El Din Mousa Mohamed, allegedly disappeared on 24 March 2018 from Giza train station along with two other individuals who appeared in Al-Qanater Women’s Prison;
- (bb) Abdurrahman Mohamed Adel Abdulsalam Eliwa, allegedly arrested on 28 February 2018 by members of the Police Force in Al-Zawamel village, Belibis Center, Sharkia Governorate;
- (cc) El Sayed Abdelazim El sayed Selim, allegedly arrested on 21 March 2018 by members of the Police in uniforms and State Security Officers in plainclothes, from his home in Fakous Cenetr, Sharkia Governorate;
- (dd) Mahrous Medhat Ali Nassar, allegedly arrested on 13 January 2018 by members of the Police force in uniforms and other unidentified individuals wearing plainclothes and masks, from his home in New Damietta city, Damietta Governorate;
- (ee) Abdullah Medhat Mohamed Mohmed Abdullah, allegedly arrested on 25 March 2018 by one National Security agent in uniform and 14 agents in plainclothes, from his home in Minyat El Nasr Center, Dakahlia Governorate;
- (ff) Abdurrahman Ibrahim Abdulhamid Darwish, allegedly arrested on 1 or 2 April 2018 by members of the Egyptian National Security Agency in plainclothes, from an area between Aswan governorate and the Elba National Park;

(gg) Khaled Mohamed Mahmoud Al Sarif, allegedly arrested on 1 or 2 April 2018 by members of the Egyptian National Security Agency in plainclothes, from an area between Aswan governorate and the Elba National Park;

(hh) Magdi Khaled Mohamed Mohamed, allegedly arrested on 9 March 2018 by members of the State Security in plainclothes from his home in Monshaat Al-Qanater, Giza Province;

(ii) Mohamed Abdelfattah Mohamed El Meligy, allegedly arrested on 1 April 2018 by members of the National Security Agency in plainclothes and an unidentified group of masked individuals, from his home in Montaza City, Alexandria Governorate;

(jj) Mohamed Ibrahim Mohamed Radwan, allegedly arrested on 6 April 2018 by members of the Police Force in uniform and national security personnel in plainclothes, from his home in Cairo Governorate;

(kk) Obada Ahmed Ali Gomaa, allegedly arrested on 9 March 2018 by four members of the Military Intelligence dressed in black, from near the 'Military Police Street' in Zahraa Nasser City;

(ll) Islam Abdelsalam Al Wasify Abdelsalam, allegedly arrested on 15 April 2018 by members of the Police Force in uniforms and National Security personnel in plainclothes, from a security check point in front of Khanka Youth Center in Khanka City;

(mm) Mr. Taqiii Mohamed Ibrahim El kordi, allegedly arrested on 12 April 2018 by several members of the Police Force in uniforms and wearing masks from his home in 10th of Ramadan City, Sharkia Governorate, Egypt.

Annex III

Standard procedure cases

Pakistan

1. The Working Group transmitted 34 cases to the Government, concerning:
 - (a) Fazal Hadi, allegedly abducted on 3 September 2015 by members of a secret agency, possibly from the Military Intelligence (MI), the Inter-services Intelligence (ISI) or the Central Intelligence Agency (CIA), from his residence at Village Sabar Shah, Tehsil Salarzai, Bajaur Agency;
 - (b) Muhammad Safdar Rimzi, allegedly abducted on 9 June 2013 by members of a secret agency, possibly from the Military Intelligence (MI), the Inter-services Intelligence (ISI) or the Central Intelligence Agency (CIA), from his residence at Alfaisal Town, House No. 01, Street No. 01, Lahore Cantt, District Lahore;
 - (c) Wajid Ur Rasheed, allegedly abducted on 9 November 2014 by members of a secret agency, possibly from the Military Intelligence (MI), the Inter-services Intelligence (ISI) or the Central Intelligence Agency (CIA), from Talagang;
 - (d) Ameer, allegedly abducted on 10 October 2016 by members of a secret agency, possibly from the Military Intelligence (MI), the Inter-services Intelligence (ISI) or the Central Intelligence Agency (CIA), from his residence at Sher Ali, Village Fazalabad, P.O Manga, Tehsil & District Mardan;
 - (e) Hassan Gul, allegedly abducted on 27 January 2017 by members of a secret agency, possibly from the Military Intelligence (MI), the Inter-services Intelligence (ISI) or the Central Intelligence Agency (CIA), from outside the Anti-Terrorism Court;
 - (f) Malik Muhammad Asif, allegedly abducted on 20 December 2016 by members of a secret agency, possibly from the Military Intelligence (MI), the Inter-services Intelligence (ISI) or the Central Intelligence Agency (CIA), from Awan Chowk Khanewal;
 - (g) Shehzad, allegedly abducted on 12 July 2016 by members of a secret agency, possibly from the Military Intelligence (MI), the Inter-services Intelligence (ISI) or the Central Intelligence Agency (CIA), from his residence at Street # 1, Muhammadi Town, Jhangi Syedan, Islamabad;
 - (h) Gulbadin Hikmat Yar, allegedly abducted on 29 November 2014 by members of a secret agency, possibly from the Military Intelligence (MI), the Inter-services Intelligence (ISI) or the Central Intelligence Agency (CIA), from the Peer Wadhai Bus Stop Rawalpindi;
 - (i) Muhammad Farooq, allegedly abducted on 19 October 2015 by members of a secret agency, possibly from the Military Intelligence (MI), the Inter-services Intelligence (ISI) or the Central Intelligence Agency (CIA), from Mohallah Faqeer Bani Tilhar, Tehsil & district Badin Sindh;
 - (j) Muhammad Talha, allegedly abducted on 4 April 2015 by members of a secret agency, possibly from the Military Intelligence (MI), the Inter-services Intelligence (ISI) or the Central Intelligence Agency (CIA), from Anwar Chowk, Wah Cantt;
 - (k) Imran Khan, allegedly abducted on 15 November 2015 by members of a secret agency, possibly from the Military Intelligence (MI), the Inter-services Intelligence (ISI) or the Central Intelligence Agency (CIA), from outside the Mosque Kheli Kaur, Tunnel, Dara Musa Khel;
 - (l) Shoukat Khan, allegedly abducted on 8 September 2011 by members of a secret agency, possibly from the Military Intelligence (MI), the Inter-services Intelligence

(ISI) or the Central Intelligence Agency (CIA), from his residence at Chinyere Bala, P.O Lakry, Tehsil Safi, District Mohmand Agency;

(m) Abdul Jabbar, allegedly abducted on 12 April 2016 by members of a secret agency, possibly from the Military Intelligence (MI), the Inter-services Intelligence (ISI) or the Central Intelligence Agency (CIA), from the Pleader Line Optical Center in Attock;

(n) Muhammad Afzal, allegedly abducted on 31 January 2016 by members of a secret agency, possibly from the Military Intelligence (MI), the Inter-services Intelligence (ISI) or the Central Intelligence Agency (CIA), from in front of the Rehmania Mosque Alhadees, located in the Sanjwal Cantt District, Attock;

(o) Abdul Wahab, allegedly abducted on 31 December 2014 by members of a secret agency, possibly from the Military Intelligence (MI), the Inter-services Intelligence (ISI) or the Central Intelligence Agency (CIA), from his residence at House No. A-256, Mohallah Rehmatabad, Chaklala, Block E, Rawalpindi;

(p) Muhammad Ismail, allegedly abducted on 27 November 2015 by members of a secret agency, possibly from the Military Intelligence (MI), the Inter-services Intelligence (ISI) or the Central Intelligence Agency (CIA), from the Mosque Abu Bakar (R.A) in District Faisalabad;

(q) Muhammad Umair, allegedly abducted on 2 October 2015 by members of a secret agency, possibly from the Military Intelligence (MI), the Inter-services Intelligence (ISI) or the Central Intelligence Agency (CIA), from his residence at M-17/4, Khy-e-Ittehad Saadi Lane 4, Phase VII, DHA, Karachi;

(r) Shahid Hussain, allegedly abducted on 20 September 2015 by members of a secret agency, possibly from the Military Intelligence (MI), the Inter-services Intelligence (ISI) or the Central Intelligence Agency (CIA), from his residence at House No. B-77, Block C, North Nazimabad, Karachi;

(s) Qaisar Ali, allegedly arrested on 26 July 2012 by the police officers in uniform and Inter-Services Intelligence agents in plainclothes, in the Village of Parmoli, District Swabi, Pakistan during a meeting of the local Jirga tribal council;

(t) Ameer Mohammad, allegedly abducted on 23 July 2014 by members of intelligence agencies while traveling on Quetta-Karachi Road in District Mastung, Balochistan;

(u) Gulab Khan, allegedly abducted on 22 July 2013 by members of the military in uniform from his residence in Nakis Madrassa, District Harnai, Balochistan;

(v) Umer Gul Khan, allegedly abducted on 27 July 2014 by personnel from the Pakistani Army in uniform from his residence at P/O Box Pir Baba, Village Narbatawal, Tehsil Gadezai, District Buner, Khyber Pakhtunkhwa;

(w) Tahir Shahzad, allegedly abducted on 22 February 2011 by members of the Inter Service Intelligence in plainclothes from the Daewoo Bus Stop, Lahore;

(x) Yousaf, allegedly abducted on 15 March 2016 by members of the Frontier Corp and the Inter-Services Intelligence while travelling from his home village in Foburd, Mand, Pakistan to Gomazi, Tump;

(y) Iftikhar Khan, allegedly abducted on 10 August 2012 by individuals in plainclothes believed to be from the Pakistani Army from the electrical shop where he worked located in Sultan Koh, Rawalpindi;

(z) Zahid Mohammad, allegedly abducted on 18 March 2014 by the Inter-Service Intelligence and Frontier Corps agents while leaving a meeting at Makran Road, Satellite Town, CGS Colony, Quetta, Balochistan;

(aa) Safar Ali, allegedly arrested on 15 March 2016 by members of Frontier Corps and Inter-Services Intelligence from his residence in Awaran, Balochistan;

(bb) Dost Khan, allegedly abducted on 17 March 2017 by members of the Frontier Corp from his residence in Resh Peesh village Tehsil Parom Jahien District Panjgur, Balochistan;

(cc) Washdil Baloch, allegedly abducted on 21 March 2017 by members of the Frontier Corps and the Inter-Services Intelligence (ISI), from his home in Darkop village in tehsil Gwargo district Panjgur, Balochistan;

(dd) Ali Muhammad, allegedly abducted in August 2010 by members of a secret agency, possibly from the Military Intelligence (MI), the Inter-services Intelligence (ISI) or the Central Intelligence Agency (CIA), from his home in Mohallah Masjid Cheena, Shah Dheraye, Tehsil & Distt Swat;

(ee) Dilshad Ali, allegedly abducted on 23 March 2013 by members of a secret agency, possibly from the Military Intelligence (MI), the Inter-services Intelligence (ISI) or the Central Intelligence Agency (CIA), from Chak No: 20-TDA Tehsil Darya Khan District Bhakkar;

(ff) Nizam Ud Din, allegedly abducted on 3 August 2013 by members of a secret agency, possibly from the Military Intelligence (MI), the Inter-services Intelligence (ISI) or the Central Intelligence Agency (CIA), from his dairy shop located in Chowk Azam District Layyah;

(gg) Mehboob Ullah, allegedly abducted on 26 January 2014 by members of a secret agency, possibly from the Military Intelligence (MI), the Inter-services Intelligence (ISI) or the Central Intelligence Agency (CIA), from Police Station Pishtakhara Peshawar;

(hh) Zia-ur-Mustafa Channa, allegedly arrested on 5 September 2017 by 30 individuals including armed members of the Pakistan Rangers in uniforms, members of the state intelligence agencies in plainclothes and other individuals also in plainclothes, from his home at Street No. 12, Channa, Mohalla Nazirabad, Qamber Shahdadt.

Sri Lanka

2. The Working Group transmitted 28 cases to the Government, concerning:

(a) Pradeepa Gunasingham, allegedly last seen on 15 January 2009 at Suthanthirapuram, Udayarkattu, Kilinochchi District, Northern Province. It is believed that the Sri Lankan Army is responsible for her disappearance;

(b) Ajith Kumara Amarathunga Arachchige Don, allegedly abducted on 14 February 2012 by four persons allegedly linked to the mayor of the Dehiwala Municipal Council at the time, in front of the Dehiwala super market located on 25 Dehiwala station road, Colombo;

(c) Saroruban Vasantharaj Croos, allegedly disappeared on 21 February 2008 in Puthukudigiruppu, Mullaithivu, Sri Lanka. It is believed that the Sri Lankan Army is responsible for his disappearance;

(d) Subbraja Gobinath, allegedly abducted on 11 December 2008 by seven State supported forces in plainclothes, near the school of Kandapola, Nuwara Eliya;

(e) Kathiramalai Vytheegan, allegedly disappeared on 18 May 2009 after he surrendered to the army in Vadduvakal, Mullaithivu;

(f) Sawirijnanam Anjala, allegedly last seen on 12 February 2009 on the road to Pokkuna Mullivaikal, Mullaitivu District from Vattakachchi, Kilinochchi District. It is believed that the Sri Lankan Army is responsible for his disappearance;

(g) Loganathan Pakirisamy, allegedly abducted on 11 January 2009 by State-supported forces in Wellampitiya, Colombo;

(h) Pradeepan Gunasingham, allegedly last seen on 12 February 2009 on the road to Pokkuna Mullivaikal, Mullaitivu District from Vattakachchi, Kilinochchi District, Sri Lanka. It is believed that the Sri Lankan Army is responsible for his disappearance;

- (i) Loganathan Varanarayanasingam, allegedly abducted on 14 July 2008 by six persons from the Special Task Force (STF), at the Lane from Galle road, in Dehiwala, Western Province;
- (j) Esainila Rasitha Sivapalarajaseharam, allegedly disappeared on 18 May 2009 at the Omanthay checkpoint, district of Vavuniya, when she reportedly surrendered to the Sri Lanka Army;
- (k) Thevika Kavitha Sivapalarajaseharam, allegedly disappeared on 18 May 2009 at the Omanthay checkpoint, district of Vavuniya, when she reportedly surrendered to the Sri Lankan Army;
- (l) Sawirijnanam Arulraj, allegedly abducted in May 2009 by the army in Omanthai, Vavuniya;
- (m) Mohamed Dilan Jamaldeen, allegedly abducted on 17 September 2008 by members of the Sri Lankan Army while travelling by car in Dehiwala, Colombo, Western Province;
- (n) Eeswara Sarma Manikavasaka Sarma Manikam, allegedly abducted on 17 August 2006 by four armed persons sponsored by the State and linked with the mayor, from his hotel at 75/5 Kalyani Mawatha, Wattala;
- (o) Kopalakrisnan Appukuddy, allegedly arrested on 18 May 2009 by armed forces at Mullaitivu;
- (p) Ravichandran Kanthasamy, allegedly abducted on 25 April 2006 by state agents at Vavuniya;
- (q) Piratheedan Subramanian Pathmanathan, allegedly abducted on 4 April 2007 from 223/5 Parakrama Mawatha, Peliyagoda, Colombo, by members of a State-supported force;
- (r) Logeswaran Sadasivam, allegedly abducted on 28 January 2010 by the army or the Terrorist Investigation Department (TID) at Uyilankulam, Mannar;
- (s) Baskaran Vadivel, allegedly abducted on 28 October 2007 in Karuwakerny by members of the Tamil Makkal Viduthala Party (Tamil Peoples Liberation Party — TMVP);
- (t) Prashanthan Sylvester Fernando, allegedly abducted on 3 May 2009 by members of the Batticaloa police dressed in civilian clothes, in front of the Subaraj Hotel on Lloyds Avenue in Batticaloa;
- (u) Selvasekaram Selvaraj, allegedly last seen in April 2009 in Valaignarmadam, Mullivaikal, Mullaithivu District, Northern Province, Sri Lanka. It is believed that the Sri Lankan Army is responsible for his disappearance;
- (v) Sivaruban Sellaiah, allegedly last seen on 22 November 2008. It is believed that the Sri Lankan Army is responsible for his disappearance;
- (w) Yogendran Subramaniam, allegedly last seen in December 2008 in Vattakachchi, Kilinochchi District, Northern Province, Sri Lanka. It is believed that the Sri Lankan Army is responsible for his disappearance;
- (x) Gajenthana Ganeshamoorthy, allegedly last seen on 20 November 2008 on the side of the road in Puthukudiyiruppu town, Sri Lanka. It is believed that the Sri Lankan Army is responsible for his disappearance;
- (y) Suvarachchanaraja Sriskandaraja, allegedly last seen on 17 November 2008 at his home at No. 130, Suthanthirapuram, Colony, Mullaithivu District, Northern Province, Sri Lanka. It is believed that the Sri Lankan Army is responsible for his disappearance;
- (z) Thillaiampalam Velayutham, allegedly last seen in July 2006. It is believed that the Sri Lankan Army is responsible for his disappearance;
- (aa) Mahalingam Sivaginy, allegedly abducted on 18 May 2009 by the Military at the Vattuvakal Army Camp;

(bb) Sinnathamby Mahalingam, allegedly abducted on 18 May 2009 by the Military at the Vattuvakal Army Camp.

Annex IV

Alegación general del 13 de septiembre 2013

1. Por medio del presente informe, los Estados Unidos Mexicanos, en adelante “Estado mexicano” o “Estado”, se permiten responder a la alegación general emitida por el Grupo de Trabajo sobre desaparición forzada o involuntaria, en adelante “Grupo de Trabajo”, de fecha 13 de septiembre de 2013.

2. En la alegación general mencionada, el Grupo de Trabajo señala que, de acuerdo con la información que le fue transmitida, el Estado mexicano tiene conocimiento de la magnitud de la situación respecto desapariciones forzadas en el país; no obstante, se alega que el gobierno no lleva un registro adecuado ni actualizado que permita la correcta identificación de las víctimas de este delito.

3. El Estado mexicano abordará cada uno de los puntos solicitados.

Si los hechos relatados en la alegación son exactos. Si no es así, ¿cuáles son los hechos reales y número de personas víctimas de desaparición forzada en México en los últimos seis años?

4. El Estado mexicano reconoce que existe un fenómeno de desaparición de personas en el país, que atiende a circunstancias muy particulares y a un contexto en el que la presencia del crimen organizado prevalece. Al respecto, el Estado ha podido documentar e identificar sus diversas expresiones e incluso tipos, lo cual ha sido un elemento clave en el reconocimiento de las víctimas y la protección de sus derechos.

5. Si bien por el momento no se cuenta con cifras totales de personas víctimas de desaparición forzada en México, el 26 de febrero de 2013, en seguimiento a un mandato del Senado de la República, fue creado el Registro Nacional de Personas Extraviadas y Desaparecidas. El 26 de mayo de ese año, mediante el Acuerdo A/066/13, se instauró la Unidad Especializada de Búsqueda de Personas Desaparecidas. Adicionalmente, en octubre de 2015, se publicó en el Diario Oficial de la Federación, el Acuerdo mediante el cual se crea la Fiscalía Especializada de Búsqueda de Personas Desaparecidas (FEBPD).

6. Considerando indagatorias relacionadas con el delito de desaparición forzada, la FEBPD registra las siguientes cifras:

ESTADO DE LA DESAPARICIÓN	TOTAL DE INDAGATORIAS
Baja California	4
Coahuila	5
Colima	1
Chiapas	1
Chihuahua	3
Guerrero	2
Michoacán	2
Nuevo León	1
Oaxaca	1
San Luis Potosí	1
Sonora	1
Tamaulipas	7
Veracruz	7

Yucatán	1
TOTAL	37
AÑO DE LA DESAPARICIÓN	TOTAL DE INDAGATORIAS
ANTES DEL 2010	13
2011	4
2012	0
2013	5
2014	8
2015	4
2016	2
SIN DATOS	1

7. El total de personas relacionadas con indagatorias por Desaparición Forzada es de 86 personas, de las cuales 7 son de género femenino y 79 de masculino; mientras que el total de personas en este supuesto con base en el nuevo sistema de justicia penal, asciende a 24.

**¿En particular, a qué institución del Estado corresponde recolectar la información?
¿Cuál es el proceso de recolección de la misma? ¿Cómo se actualiza? ¿Cuántas de las personas enlistadas son víctimas de desaparición forzada?**

8. La Fiscalía Especializada de Búsqueda de Personas Desaparecidas de la Procuraduría General de la República, es la institución encargada de integrar toda la información relacionada con la posible comisión de una desaparición forzada. La Fiscalía tiene facultades para:

- Requerir a las autoridades y particulares preservar toda la información que ayude a documentar el caso;
- Aplicar métodos y elementos tecnológicos que permitan guiar las investigaciones, tales como la emisión de alertas carreteras, financieras y migratorias;
- Realizar, en la medida de lo posible, la geolocalización de vehículos y dispositivos móviles;
- Cuando existe la hipótesis de que servidores públicos se encuentran involucrados en la desaparición, se solicita la siguiente información:
 - Registros de los servicios (fatigas o bitácoras), operativos o puntos de revisión, en los que se incluya servicio desempeñado, arma y vehículo asignado;
 - Álbumes fotográficos de las corporaciones o divisiones a las que pudieran pertenecer las personas señaladas como probables responsables;
 - Expedientes laborales de los servidores públicos señalados como probables responsables;
 - Registros de entradas y salidas de vehículos oficiales y personas; vehículos y/o unidades que coincidan con las características aportadas por los denunciantes y/o testigos; el armamento que coincida con las características aportadas por los denunciantes y/o testigos; uniformes e insignias utilizadas por el personal de la institución correspondiente; equipos de comunicación asignados a los servidores públicos posiblemente involucrados;

- Reporte de información de los probables responsables en Plataforma México, para elaborar un análisis que permita explotar la información de alguna organización delictiva que pudo haber participado en el hecho delictivo.

9. Según el Sistema Institucional de Información y Estadística (SIIE), la FEBPD contaba, al 15 de septiembre del año en curso, con un total de 780 averiguaciones previas en trámite, obteniendo entre el 1º de enero y el 15 de septiembre de 2017, la localización de 78 personas (26 con vida y 52 sin vida). En lo que va de la actual administración, se han localizado un total de 218 personas (97 con vida y 121 sin vida).

10. En cuanto a la actualización de la información, el Ministerio Público de la Federación se asegura de contar con la siguiente información:

- Las sábanas de llamadas con georreferenciación, registro de llamadas y mensajes entrantes y salientes, de los 180 días anteriores al suceso, según el caso, hasta el momento de la solicitud;
- Se requiere a la compañía de correo electrónico, el envío y recepción de los mensajes de los tres últimos meses, argumentando la importancia de esta información para la búsqueda de una persona desaparecida;
- Se solicita al juez mediante un pedimento formal, la posibilidad de realizar una intervención telefónica, sustentando esta petición en las evidencias que se tienen hasta el momento para su solicitud;
- Se pide a las autoridades del Registro Vehicular, indagar si el o los vehículos están relacionados con algún evento del que se tenga conocimiento;
- Se requiere a la Secretaría de Comunicaciones y Transportes, los videos de las casetas por las que circuló el vehículo, con fecha y horario aproximado, así como su “boletínamiento”, para indicar que está vinculado a una averiguación previa;
- Si el vehículo tiene sistema de rastreo, solicitar a la empresa la última ubicación conocida o si se encuentra en tránsito;
- A la Comisión Nacional Bancaria y de Valores, a través del Sistema de Atención de Requerimientos de Autoridades, se pide un informe de movimientos en las cuentas bancarias o tarjetas de crédito;
- Se requiere información a los consulados, a través de Asistencia Jurídica Internacional, en los casos de personas migrantes o extranjeras;
- Se efectúa una búsqueda de la huella dactilar en cartilla del servicio militar, licencia de manejo, pasaporte, credencial para votar, empresa privada o dependencia gubernamental en la que laboraba la víctima.

11. De igual manera, el Ministerio Público tiene la obligación de llevar a cabo las siguientes diligencias:

- Entrevistas a servidores públicos, testigos o personas que puedan ser relevantes para la investigación;
- Inspección ministerial del lugar en donde ocurrió la desaparición o, en su caso, donde fue vista por última vez la persona desaparecida, apoyado por la Policía Ministerial y los peritos;
- Inspección ministerial de las instalaciones de la institución a la que se encuentran adscritos los servidores públicos que presuntamente participaron en los hechos;
- Pruebas periciales a vehículos, armamento asegurado (en su caso), equipos electrónicos, y teléfono de la víctima;
- La toma de muestras biológicas y elaboración del perfil genético de la persona desaparecida por parte de servicios periciales, y confronta con la Base del Sistema de Índice Combinado de ADN (CODIS);
- Confronta de huellas dactilares con el Sistema Automatizado de Identificación de Huellas Dactilares (AFIS).

12. A través de los datos de prueba obtenidos, el Ministerio Público comprueba el delito y la responsabilidad de la persona imputada, con lo cual resolverá si ejerce o no acción penal. Para la determinación de la punibilidad, debe establecerse si existió tentativa, autoría, participación u omisión, respecto de todas las personas que pudieran estar involucradas en los hechos.

¿Existen iniciativas de publicar formalmente la lista? O, ¿si el Estado mexicano está trabajando en otra lista de desaparición forzada, cuál es la metodología empleada y cuando será publicada?

13. En julio de 2016, la Fiscalía inició un proceso de depuración y actualización de la base de datos “Sistema Institucional de Información y Estadística” (SIIE), con la finalidad de ofrecer certeza jurídica sobre datos e información derivados de las indagatorias e investigaciones en materia de personas desaparecidas. A partir de ello, se obtuvieron los datos proporcionados arriba.

14. Cabe destacar que el pasado 17 de noviembre de 2017, se publicó la Ley General en Materia de Desaparición Forzada de Personas y la Desaparición de Personas Cometida por Particulares, y el Sistema Nacional de Búsqueda de Personas, cuya iniciativa de Ley fue presentada por el Presidente Enrique Peña Nieto en 2015.

15. Lo anterior establece un marco jurídico adecuado que permitirá que el Estado mexicano tenga más certeza y claridad en cuanto al número de víctimas y el estado de los procedimientos de investigación. Con esta ley se busca fortalecer el marco normativo aplicable a desaparición forzada y lograr una mayor capacidad de respuesta y de atención en favor de las víctimas.

¿Qué medidas específicas existen para determinar si dichas desapariciones han ocurrido y en qué circunstancias? ¿Se están tomando medidas para procesar a los presuntos responsables? Y de ser así, ¿cuál es el estado de las investigaciones o procesos correspondientes?

16. Como se ha mencionado en apartados anteriores, en el 2013 se creó el Registro Nacional de Personas Extraviadas y Desaparecidas; y en octubre de 2015, se creó la Fiscalía Especializada de Búsqueda de Personas Desaparecidas (FEBPD).

17. En junio de 2015, como resultado del trabajo conjunto de la Procuraduría General de la República, las Procuradurías Generales de Justicia Estatales y del Distrito Federal, expertos y expertas en la materia, así como de organismos y organizaciones nacionales e internacionales de protección y defensa de los derechos humanos, se publicó el Protocolo Homologado para la Búsqueda de Personas Desaparecidas y la Investigación del Delito de Desaparición Forzada. Dicho instrumento metodológico y técnico, sin duda ha fortalecido las labores de búsqueda de personas desaparecidas, así como aquellas actividades procesales y procedimentales inherentes a la investigación de tal conducta delictiva.

18. Respecto a las medidas tomadas a fin de garantizar justicia, la nueva administración a cargo de la Fiscalía ha localizado a un total de 218 personas (97 con vida y 121 sin vida), mientras que hasta el 15 de septiembre del 2017, ha radicado un total de 780 averiguaciones previas, que se encuentran en trámite.

19. Adicionalmente, la Fiscalía trabaja en la integración de un Registro Nacional de Fosas Clandestinas, un banco de datos de ADN que se espera será el más completo de América Latina; así como el uso de drones para la localización efectiva de las víctimas.

¿Se cuenta con un programa nacional o política que determine el destino o paradero de las personas incluidas en la lista?

20. Como se ha destacado, en noviembre del 2017 se promulgó la Ley General en Materia de Desaparición Forzada de Personas y la Desaparición de Personas Cometida por Particulares, así como del Sistema Nacional de Búsqueda de Personas, elemento normativo que, una vez entrado en vigor –el 16 de enero del 2018–, será clave en el marco de actuación nacional respecto de este delito en particular.

21. La Ley determina de manera clara la distribución de competencia y coordinación entre las autoridades en los diferentes niveles de gobierno; y contempla el establecimiento de una Comisión Nacional de Búsqueda, un Consejo Ciudadano y el Registro Nacional de Personas Desaparecidas.

22. Con la puesta en marcha del mencionado sistema, se pretende fortalecer la capacidad del Estado mexicano para determinar el paradero de las personas víctimas de desaparición forzada o involuntaria.

¿Se encuentra funcionando el Registro Nacional de personas desaparecidas? De ser así, proporcione información relevante sobre el número de personas desaparecidas registrado, el número de casos esclarecidos y el número de personas que consultan dicho registro.

23. El Registro Nacional de Datos de Personas Extraviadas o Desaparecidas (RNPED) se creó en razón de un acuerdo de la Conferencia Nacional de Procuración de Justicia (CNPJ) adoptado en 2011, y fue fortalecido y consolidado a partir de la Ley del RNPED, expedida el 17 de abril de 2012. A partir de esta Ley, se creó un sistema estadístico que a diciembre de 2015 reportó 27,659 personas desaparecidas o extraviadas (26, 670 en el fuero común y 989 en el fuero federal). Estas cifras son integradas por la PGR a partir de la información que proporcionan las procuradurías y fiscalías de justicia de las entidades federativas.

24. La información del RNPED es pública, cualquier persona puede monitorear las bajas y altas del registro de forma efectiva, y puede consultarse en el portal del Secretariado Ejecutivo del Sistema Nacional de Seguridad Pública (www.secretariadoejecutivo.gob.mx), instancia que administra una sola base con los datos del total de personas no localizadas correspondientes a ambos periodos, anterior y posterior al 2012. Es importante señalar que la **gran mayoría de los casos que están en el RNPED no son investigaciones por desapariciones forzadas.**

25. El Estado mexicano cuenta con una nueva ley en materia de desaparición forzada y del Sistema Nacional de Búsqueda de Personas, el cual - una vez que entre en vigor - permitirá potencializar el proceso de afinar la información y determinar el número de casos que se encuentren en dicho supuesto, para focalizar la capacidad de respuesta del Estado en atención a las víctimas, en apego a los estándares internacionales más estrictos en materia de derechos humanos.

¿Existe un programa que garantice las reparaciones a los familiares de las personas desaparecidas que se encuentren en la lista?

26. La Comisión Ejecutiva de Atención a Víctimas (CEAV), es la institución encargada de brindar atención a las víctimas de violaciones a derechos humanos y de garantizar una reparación integral.

27. Una vez que se identifica a una víctima, las autoridades las canalizan a las instituciones competentes, a fin de que se les proporcione la asistencia necesaria, la cual generalmente consiste en la aplicación de las siguientes medidas:

- Atención inmediata: servicios de emergencia médica, psiquiátrica, psicológica, odontológica, quirúrgica y hospitalaria;
- Alojamiento y atención;
- Transporte, el cual implica los gastos para el regreso de las víctimas a su lugar de residencia, y correrán a cargo de la autoridad que esté dando la atención inicial a las víctimas;
- Asesoría jurídica;
- Asesoría económica y de desarrollo;
- Reparación del daño, que implica la restitución de derechos en la medida de lo posible. Incluye medidas de rehabilitación, compensación, medidas de satisfacción,

y garantías de no repetición; y deberán ser gestionadas por la autoridad que dé la atención inicial, en términos de la Ley General de Víctimas.

28. La CEAV cuenta con el registro de inscripciones al Registro Nacional de Víctimas, el cual arroja las siguientes cifras: 1105 personas por desaparición forzada; 2241 por desaparición; y 201 personas vinculadas con la Recomendación General de la CNDH 26/2001, relativa a casos de la denominada “Guerra Sucia”.

29. En el 2017, se emitieron reglas de operación para el funcionamiento del Fondo de Ayuda, Asistencia y Reparación Integral de la CEAV, a fin de garantizar la atención adecuada a las víctimas; además de crearse el Fondo de Emergencia para víctimas indirectas situadas en contexto de casos de Desaparición Forzada.

30. Cabe destacar que la Fiscalía también ha brindado atención directa a diversos colectivos, asociaciones y representantes individuales de víctimas directas de desaparición de personas, a través de mesas de trabajo. En ese contexto las víctimas, los familiares y las organizaciones son informadas sobre los avances de las indagatorias que se integran en la institución; además de colaborar en dichas indagatorias, proporcionando información fundamental que permite ampliar las líneas de investigación de los casos e incluso acordar acciones de búsqueda de manera coordinada.

31. En este sentido, se brinda atención integral a aquellas personas que así lo requieren, mediante sesiones de atención psicológica -individual y/o comunitaria- durante los procesos de denuncia, acciones de búsqueda, notificaciones ministeriales, localización de personas y restitución de restos humanos.

Promulgación de la Ley General en Materia de Desaparición Forzada de Personas, Desaparición cometida por Particulares y del Sistema Nacional de Búsqueda de Personas

32. El pasado 17 de noviembre, se publicó la Ley General en Materia de Desaparición Forzada de Personas y la Desaparición de Personas Cometida por Particulares, del Sistema Nacional de Búsqueda de Personas, que entrará en vigor en enero de 2018. Se anexa Ley General aprobada.

33. En la redacción del proyecto de Ley aprobado, participaron organizaciones de la sociedad civil, el Comité Internacional de la Cruz Roja y la Oficina del Alto Comisionado de las Naciones Unidas para los Derechos Humanos. Asimismo se tomaron en cuenta las recomendaciones del Comité de Desaparición Forzada y del Grupo Interdisciplinario de Expertos Independientes, además de considerar la opinión de las instituciones gubernamentales, particularmente aquellas encargadas de ejecutar esta normativa en forma directa.

34. Destacan los siguientes elementos de la recién adoptada Ley General:

- Los delitos de desaparición forzada y de desaparición cometida por particulares, serán continuos e imprescriptibles, como lo establecen las convenciones internacionales;
- Las penas previstas para quienes incurran en estas conductas serán de cuarenta a sesenta años, y multa de diez mil a veinte mil días de salario mínimo;
- Se establece un Sistema Nacional de Búsqueda; una Comisión Nacional de Búsqueda; y mecanismos para el intercambio de información y registros nacionales importantes;
- Se ordena la creación de Comisiones Locales de Búsqueda en las Entidades Federativas;
- Se establece un Registro Forense con las bases de datos de los registros forenses de la Federación y de las entidades federativas, las cuales deben estar interconectados en tiempo real;
- También se sanciona la desaparición que cometan los particulares sin la intervención de las autoridades. El castigo por desaparición cometido por particulares será de veinticinco a cincuenta años de prisión;

- Igualmente, se cuenta con un capítulo dedicado exclusivamente a disposiciones generales para personas menores de 18 años de edad.

35. Por lo que hace al Sistema Nacional de Búsqueda de Personas, éste funcionará de manera transversal, lo cual permitirá la articulación de las dependencias de seguridad pública y las de procuración de justicia para la búsqueda de personas, generando una estancia inmediata para la atención temprana para el inicio de la búsqueda de alguna persona, por extravío o por no localizarse.

36. Esta Ley permitirá establecer una nueva política pública enfocada en la búsqueda y localización de personas desaparecidas.

Alegación general del 9 de junio de 2017

1. Por medio del presente informe, los Estados Unidos Mexicanos, en adelante “Estado mexicano” o “Estado”, se permiten responder a la Alegación General emitida por el Grupo de Trabajo sobre Desaparición Forzada o Involuntaria, en adelante “Grupo de Trabajo”, de fecha 09 de junio de 2017.

2. En la Alegación, el Grupo de Trabajo señala que, de acuerdo con la información que le fue transmitida, los familiares de personas desaparecidas enfrentan diversos obstáculos para localizar a sus seres queridos, por lo tanto se pretende que el Estado mexicano proporcione información relevante sobre los avances en la materia.

3. En adelante, el Estado mexicano se permitirá abordar cada uno de los puntos solicitados.

Si los hechos relatados en la alegación son exactos. Si no es así, ¿cuáles son los hechos reales?

4. El Estado mexicano reconoce que enfrenta numerosos desafíos en la atención a familiares de personas desaparecidas; también reconoce la necesidad de crear un registro nacional que, a través de su base de datos, permita identificar con mayor agilidad a las víctimas y conocer la magnitud del problema.

5. En este sentido, se informa que el compromiso del Estado sobre el respeto a los derechos humanos se demuestra con la promulgación de la Ley General en Materia de Desaparición Forzada de Personas y la Desaparición de Personas Cometida por Particulares, la cual entrará en vigor en enero de 2018. El Estado mexicano es consciente de que las medidas legislativas no combaten por sí solas la problemática en la materia, sin embargo constituyen una herramienta fundamental que establece las bases de las políticas públicas en la materia. Además, la ley general permitirá homologar el tipo penal de desaparición forzada de personas y asegurar las estructuras necesarias para garantizar los derechos de las víctimas.

6. El Estado mexicano reconoce que el problema de la desaparición forzada de personas requiere una atención integral, que considere los derechos de los familiares de las víctimas y fortalezca la capacidad de reacción inmediata de las instituciones en la búsqueda de personas y en los procesos de investigación; por tanto, el gobierno se encuentra trabajando en desarrollar e instrumentar las mejoras necesarias para combatir este fenómeno.

¿Qué medidas han sido adoptadas por el Estado mexicano para superar los obstáculos existentes en la búsqueda y localización de las personas sometidas a desaparición forzada, más allá de los importantes impulsos de la Ley General?

7. La Ley General en materia de Desaparición Forzada de Personas, Desaparición cometida por Particulares y del Sistema Nacional de Búsqueda de Personas, permitirá al Estado mexicano contar con un marco normativo adecuado en materia de desaparición forzada de personas, lo cual incidirá positivamente en las políticas públicas y en el fortalecimiento institucional para atender esta problemática.

8. Es importante señalar que la Ley no solamente será aplicada por Ministerios Públicos, sino que además sienta las bases para poner en marcha los cambios necesarios para hacer de manera integral al fenómeno de las desapariciones en México. En consecuencia, implica diversas políticas públicas, que incluyen modificaciones de carácter administrativo y presupuestal; así como el establecimiento de andamiaje institucional. Ello permitirá fortalecer la actuación del Estado mexicano con el fin de abatir la situación de desapariciones forzadas, contando además con mayor certeza jurídica para lograr el esclarecimiento de los hechos, la rendición de cuentas y la garantía del derecho a la justicia de las víctimas.

9. En la respuesta la alegación general de septiembre del 2013 se detallan los aspectos más relevantes de la Ley y las políticas públicas que a partir de ella se instituyan, entre ellas el Sistema Nacional de Búsqueda; el Registro Nacional de personas Desaparecidas (RNPED) y No Localizadas; el Registro Nacional Forense y el Consejo Nacional Ciudadano; el Protocolo Homologado para la Búsqueda de Personas Desaparecidas y la Investigación del Delito de Desaparición Forzada; así como el fortalecimiento de la Fiscalía Especializada de Búsqueda de Personas Desaparecidas, a través de la puesta en marcha – entre otras medidas- del Sistema Institucional de Información y Estadística (SIIE).

10. Con la finalidad de complementar dicha información, se destaca la atención integral a aquellas personas que así lo requieren, mediante sesiones de atención psicológica - individual y/o comunitaria- durante los procesos de denuncia, acciones de búsqueda, notificaciones ministeriales, localización de personas y restitución de restos humanos.

11. Este proceso ha permitido evaluar la existencia de patrones en los perfiles de las víctimas, sujetos activos e identificación de locaciones relevantes, entre otros, precisando que dichas acciones concretas de análisis y evaluación han permitido generar un mayor número de líneas de investigación dentro de las indagatorias, situación que refuerza las posibilidades de localizar a las personas desaparecidas.

12. Asimismo, se destaca que la Procuraduría General de la República ha otorgado un tratamiento prioritario a la promoción de proyectos de cooperación internacional para la investigación de desaparición forzada, por ejemplo a través de la firma de un acuerdo de asistencia técnica con la Agencia de Cooperación Alemana, el cual centra su asistencia en: a) investigaciones penales; b) técnicas forenses; y c) apoyo a familiares de las víctimas de personas desaparecidas o no localizadas.

13. Desde su implementación en el 2015, se han celebrado 26 reuniones técnicas e interinstitucionales entre la Agencia Alemana y PGR, así como 16 cursos que han beneficiado a funcionarios de otras instituciones federales, como Policía Federal, Secretaría de Marina, Secretaría de la Defensa Nacional y Procuradurías estatales. Los mismos han contemplado mesas redondas, cursos teóricos y prácticos de búsqueda de personas, capacitación del Centro de Denuncia y Atención Ciudadana, talleres para el uso del cuestionario para recolectar datos de personas no localizadas, alimentación de la Base de Datos AM/PM (Ante Mortem/Post Mortem) para las Delegaciones de PGR, trato a víctimas y mesas de trabajo con la Comisión Ejecutiva de Atención a Víctimas, y capacitación en manejo de evidencias, cadena de custodia y técnicas de entrevista e interrogatorio en materia de desaparición forzada.

14. Adicionalmente, se coordinó una visita de expertos alemanes a los laboratorios de la Coordinación General de Servicios Periciales de la institución, para que conocieran las buenas prácticas, y posteriormente se emitieran los comentarios y sugerencias que podrían mejorar dichos trabajos y se ha propuesto la continuación del proyecto teniendo como objetivo profundizar las actividades de asistencia técnica, concluyendo un mayor enfoque en la protección de las víctimas.

¿Qué medidas específicas se han tomado para el entrecruzamiento de la información genética de los familiares de los desaparecidos y los restos hallados en las fosas clandestinas?

15. Desde octubre de 2015, la Procuraduría General de la República cuenta con una Fiscalía Especializada de Búsqueda de Personas Desaparecidas, que se encarga de dirigir,

coordinar y supervisar las investigaciones para la búsqueda de personas; la Fiscalía cuenta con alrededor de 120 funcionarios y se encuentra en etapa de fortalecimiento.

16. De igual forma, la Fiscalía trabaja en la integración de un Registro Nacional de Fosas Clandestinas, un banco de datos de ADN que busca ser el más completo de América Latina y ha recurrido al uso de drones para la localización de víctimas. Asimismo, cuenta con una “Base de Datos AM/PM” creada a partir de un convenio suscrito con el Comité Internacional de la Cruz Roja “CICR”; esta base de datos es alimentada con información sensible y útil para la búsqueda en vida y para la identificación de personas fallecidas.

17. Con el acompañamiento técnico del Comité Internacional de la Cruz Roja, se realiza el llenado de formatos del cuestionario y toma de muestras genéticas Ante Mortem (AM) a las víctimas indirectas, con el objeto de obtener información detallada de las víctimas directas para coadyuvar en los procesos de búsqueda y localización. Este formato genera datos para la conformación del sistema de gestión de información y base de datos AM/PM, para la confrontación de información para la búsqueda de personas desaparecidas con vida y forense. Al 15 de septiembre del presente año en la base de datos de la Fiscalía, se tiene registro de 1,012 cuestionarios Ante Mortem.

18. Por último, se subraya que el Estado mexicano se empeña en atender las observaciones y recomendaciones de los organismos y mecanismos internacionales que dan seguimiento a los instrumentos de los cuales México es Parte, a fin de mantener y fortalecer la cooperación en materia de derechos humanos. El Estado reitera su compromiso por continuar en este proceso de mejoras al sistema nacional en la implementación y resguardo de los derechos fundamentales.

Alegación General del 10 de abril de 2017

1. Por medio del presente informe, los Estados Unidos Mexicanos, en adelante “Estado mexicano” o “Estado”, se permite responder a la alegación general del Grupo de Trabajo sobre las desapariciones forzadas o involuntarias, en adelante “Grupo de Trabajo”, de fecha 10 de abril de 2017, con relación a los obstáculos que enfrentan las víctimas para acceder a medidas relativas a la asistencia social y para obtener reparación, en el marco de la aplicación de la Declaración sobre la Protección de Todas las Personas contra las Desapariciones Forzadas en México.

2. En la alegación señalada, el Grupo de Trabajo indica que, de acuerdo con la información que le fue transmitida, en el derecho mexicano existen diferentes vías y mecanismos a nivel estatal y federal para obtener la asistencia o la reparación del daño causado, cuando ocurre una violación de los derechos humanos; las cuales aplican tanto en casos de desaparición forzada, como en casos de desaparición cometidas por particulares.

3. Al respecto, el Grupo de trabajo señala que acuerdo con la información disponible, si la violación de derechos humanos se considera un delito, la vía penal tiene como uno de sus fines la reparación del daño; por otra parte, si se acredita en el marco de una investigación sobre una violación de los derechos humanos, las recomendaciones emitidas por la Comisión Nacional de Derechos Humanos e instituciones similares de cada Estado, tienen facultades para determinar o solicitar a las autoridades tanto medidas de asistencia como recomendar medidas de reparación.

4. Adicionalmente, se cuenta con el Sistema de Víctimas, creado a partir de la Ley General de Víctimas (LGV) y de las correspondientes Leyes de Víctimas a nivel estatal, donde se establecen medidas de asistencia, atención, apoyo y reparación integral.

5. Finalmente, se encuentran las vías jurisdiccionales, como el Amparo y la Ley Federal de Responsabilidad Patrimonial del Estado, cuyos efectos para reparar a las víctimas de desaparición son limitados.

6. A pesar de la existencia de dichos mecanismos, el Grupo de Trabajo asevera que no se ha documentado un solo caso en el cual las víctimas hayan recibido medidas de reparación integral.

7. Por lo anterior, el Grupo de Trabajo solicitó al Estado mexicano dar respuesta a las siguientes cuestiones:

- Si los hechos relatados en la presente alegación son exactos. Si no es así, ¿cuáles son los hechos reales?
- ¿Qué medidas han sido adoptadas por el gobierno mexicano para superar los obstáculos existentes en la provisión de medidas de asistencia social y reparación adecuada a las y los familiares de las víctimas de desaparición forzada o involuntaria?
- ¿Qué medidas específicas existen con respecto a las personas migrantes desaparecidas en México?

8. Al respecto, el Estado mexicano da respuesta a las cuestiones planteadas por el Relator Especial.

Exactitud de los hechos relatados en la alegación y precisiones adicionales

9. En lo que respecta a los señalamientos del Grupo de Trabajo en torno a la labor de la Suprema Corte de Justicia, el Estado mexicano informa que las decisiones de la SCJN han abordado la temática de las violaciones graves a derechos humanos. Asimismo, la SCJN se ha pronunciado respecto al carácter de víctima, y sus criterios jurisprudenciales han abonado a ampliar los efectos del juicio de amparo, a fin de garantizar una protección más amplia de las personas que acuden a impugnar actos u omisiones violatorias a derechos humanos.

10. Durante los últimos años, la SCJN ha construido criterios que privilegian las reparaciones integrales, toda vez que ha adoptado una perspectiva que analiza caso por caso la pertinencia de trascender los efectos únicamente restitutorios y atender situaciones de desapariciones forzadas o involuntarias, así como otras violaciones graves a derechos humanos, mediante resoluciones que aborden un entendimiento amplio del efecto reparador.

11. A continuación se analizan los efectos reparadores del juicio de amparo y se enuncian algunas resoluciones de la SCJN en la materia.

12. De conformidad con la Ley de Amparo vigente, el juicio de amparo es un proceso constitucional de carácter sumario que tiene como finalidad exclusiva la restitución de las cosas al estado que guardaban antes de la violación. Cuando el acto reclamado es de carácter negativo o implique una omisión, la restitución consiste en obligar a la autoridad responsable a respetar el derecho de que se trate y a exigir su cumplimiento.

13. Por otra parte, cuando el acto reclamado lo constituye una ley general, la sentencia debe determinar si ésta es constitucional o inconstitucional, de tal manera que si se declara la inconstitucionalidad de la norma general impugnada, los efectos se extenderán a todos los actos cuya validez dependa de la norma invalidada, aclarando que dichos efectos se traducirán en la inaplicación únicamente respecto del quejoso.

14. Adicionalmente, la Ley de Amparo contempla un procedimiento denominado “incidente de cumplimiento sustituto”, a través del cual, pueden establecerse indemnizaciones económicas de manera extraordinaria, en los casos en los que sea imposible restituir al quejoso el derecho violado. No obstante lo anterior, el pago de la indemnización está condicionado a la aportación de elementos que prueben la existencia del daño y de un nexo causal entre la actuación de la autoridad responsable y los daños ocasionados.

15. En lo que respecta a los efectos reparatorios del juicio de amparo, destacan las siguientes medidas:

Compensación económica

16. Es una medida de reparación que busca indemnizar el daño causado, cuando la restitución resulta insuficiente ante el daño causado. La compensación económica sólo puede decretarse una vez que se han establecido los presupuestos de los juicios de

atribución de responsabilidad; para ello es necesario acreditar la atribución de la conducta consistente en una acción u omisión, la existencia del daño y el nexo causal entre la conducta y el daño respectivamente. En los casos en los cuales en un juicio de amparo directo se analiza la constitucionalidad de una sentencia definitiva y se decreta una medida de indemnización a fines de reparar el daño causado, los tribunales tienen la facultad de pronunciarse respecto de la actualización de los elementos que permiten atribuir a una persona la atribución del daño y determinar si el cálculo del monto es correcto. En ese sentido, la compensación económica no está a cargo del juicio de amparo, sino en el juicio de origen, en el cual se solicitó dicha compensación como medida de reparación para hacer frente al daño causado por la contraparte del quejoso, la cual, eventualmente puede tratarse de una autoridad en los casos de responsabilidad patrimonial del Estado.

Medidas de reparación no pecuniarias y medidas de satisfacción

17. Los tribunales del Poder Judicial de la Federación atienden los casos de desaparición forzada en función de lo dispuesto en la Ley de Amparo. En diversas resoluciones, la SCJN, ha considerado que las sentencias estimatorias de amparo constituyen en sí mismas una medida de satisfacción, toda vez que la declaratoria sobre la existencia de una violación a derechos humanos contribuye a restaurar la dignidad de las personas afectadas. Por ello, el criterio de la SCJN sostiene que las medidas restitutorias y las sentencias de amparo son suficientes para contribuir a la reparación integral de las víctimas de una violación a derechos humanos.

18. Lo anterior retoma la sentencia dictada por el Tribunal Europeo de Derechos Humanos en el caso *Kruslin v. Francia*, en el cual se afirma que de acuerdo a las circunstancias del caso, la declaración sobre la existencia de una violación, concede a la víctima la suficiente satisfacción por el daño alegado, por lo que es innecesario conceder una compensación pecuniaria³.

Garantías de no repetición

19. Al respecto, la Ley de Amparo contempla instituciones que pueden otorgarse en favor de las y los quejosos, a efecto de evitar una nueva vulneración a derechos humanos, lo cual beneficia a personas en situaciones similares. A efecto de ilustrar lo anterior, el Estado mexicano se remite al artículo 78 de la Ley de Amparo, en el cual se contempla la desapplicación de la norma, en aquellos casos en los que se resuelve la inconstitucionalidad de una norma general, con el objetivo de que no se vulneren derechos humanos, a través de un acto legislativo tanto a la persona que obtuvo el amparo, como a casos futuros. Aunado a lo anterior, la declaratoria general de inconstitucionalidad, prevista en los artículos 231-235 de la citada Ley, funge como una garantía de no repetición, toda vez que expulsa del ordenamiento a la norma declarada inconstitucional por menoscabar derechos humanos; evitando así violaciones futuras.

20. En materia de reparación resultan relevantes las siguientes decisiones adoptadas por la SCJN.

Compensación a víctimas de violación a derechos humanos. Autoridad competente para determinar su monto por concepto de reparación del daño

21. La Segunda Sala de la SCJN determinó que la Ley General de Víctimas y la creación de la Comisión Ejecutiva de Atención a Víctimas no generan un conflicto competencial a efecto de determinar el monto que debe otorgarse a la víctima por concepto de compensación –como elemento integrante de la reparación integral- toda vez que el Fondo de Ayuda, Asistencia y Reparación Integral debe entenderse en el marco de un ámbito de complementariedad respecto de las indemnizaciones otorgadas a la víctima⁴.

³ Tribunal Europeo de Derechos Humanos, Caso *Kruslin v. Francia*, aplicación 11801/85, 24 de abril de 1990, párrafo 39.

⁴ Tesis publicada en la Gaceta del Seminario Judicial de la Federación, Décima Época, Libro 45, agosto de 2017, Tomo II, página 745.

La reparación del daño derivada de la comisión de un delito se rige por los principios constitucionales de la indemnización justa e integral

22. La Primera Sala de la SCJN en la tesis aislada 1ª. CCCXC/2015 determinó que una de las obligaciones reforzadas frente a las víctimas de la comisión de un delito (especialmente cuando se trata de menores de edad) conlleva la actuación oficiosa del juzgador, para dictar todas las diligencias necesarias a efecto de determinar la cuantificación del daño y la reparación de éste. Para ello es necesario considerar la esfera íntegra de los derechos específicos, la afectación material directa y valorar el desarrollo previsible futuro⁵.

23. En materia de equidad de género, el Pleno de la Suprema Corte estableció que en aquellos casos en los casos de violaciones a derechos de las mujeres, las medidas de reparación deben contemplar no sólo la reparación integral del daño, sino que deben tener una vocación transformadora, a efecto de incorporar en el proceso un efecto restitutivo y un efecto correctivo, a fin de hacer frente a la situación estructural de violencia y discriminación⁶.

24. Adicionalmente, a los lineamientos en materia de reparación desarrollados en la jurisprudencia de la SCJN se añaden los siguientes criterios incorporados en diversos amparos en revisión:

- En el amparo directo en revisión 1068/2011 I SCJN reconoció que el derecho a una indemnización integral es un derecho sustantivo, cuya extensión debe titularse en favor de los gobernados y éste no debe restringirse en forma innecesaria, salvo que se persiga una finalidad constitucionalmente válida en pos del bienestar general⁷;
- En la sentencia del amparo en revisión 476/2014 la Primera Sala de la SCJN determinó que la obligación de reparar a las víctimas cuando se ha concluido que existe una violación a los derechos humanos, es una fase imprescindible en el proceso de acceso a la justicia. De lo anterior se concluye que cuando existe una violación de derechos humanos el sistema de justicia debe ser capaz de reparar el daño realizado por parte de las autoridades. En dicho precedente, la SCJN señaló que la reparación idónea es la restitución íntegra de la víctima (*restitutio in integrum*), por lo que las medidas de reparación contemplan medidas pecuniarias y no pecuniarias;
- En la misma línea, al resolver el amparo directo en revisión 2131/2013, la SCJN explicó que la obligación constitucional de reparación a derechos humanos por parte del Estado mexicano se correlaciona con el derecho de las personas a ser reparadas integralmente, lo cual puede garantizarse a través del artículo 113 constitucional, en el cual eleva a rango constitucional el derecho a recibir una indemnización justa⁸.

25. Por último, cabe recordar que la Suprema Corte de Justicia de la Nación, al resolver la contradicción de tesis 293/2011, resolvió que los criterios jurisprudenciales de la Corte Interamericana de Derechos Humanos, con independencia de que el Estado Mexicano haya sido parte en el litigio ante dicho tribunal, resultan vinculantes para los Jueces nacionales.

26. Respecto a las dificultades prácticas detectadas por el Grupo de Trabajo, en la labor desarrollada por la CEAV, el Estado mexicano hace de su conocimiento que para inscribir los nombres de las víctimas en el Registro Nacional de Víctimas (RENAVI), los funcionarios adscritos a la Dirección de dicho Registro se apegan a los lineamientos de la Ley General de Víctimas, Título Sexto, Capítulo IV. En dicho ordenamiento, se establece que las personas que deseen inscribirse en el RENAVI, deben seguir un procedimiento, el

⁵ Tesis publicada en la Gaceta del Seminario Judicial de la Federación, Décima Época, Libro 25, diciembre de 2015, Tomo I, página 265.

⁶ Tesis publicada en la Gaceta del Seminario Judicial de la Federación, Décima Época, Libro 2, septiembre de 2015, Tomo I, página 240.

⁷ Suprema Corte de Justicia de la Nación, Amparo directo 1068/2011, resuelto el 19 de octubre de 2011 por unanimidad.

⁸ Suprema Corte de Justicia de la Nación, Amparo directo 2131/2011, resuelto el 22 de noviembre de 2013 por unanimidad.

cual comienza con la presentación de solicitud de inscripción, con los datos y documentos requeridos. El objetivo de apegarse a dicho procedimiento es dotar de celeridad, eficacia y orden al mismo; sin embargo, debido a la gran afluencia de usuarios que acuden con el propósito de registrarse, el análisis de la documentación suele demorarse.

27. En cuanto a la complejidad y formalidad del procedimiento para obtener la compensación e indemnización, se informa que el procedimiento requiere de ciertos requisitos formales, de conformidad con lo previsto en las Reglas de Operación para el Funcionamiento del Fondo de Ayuda, Asistencia y Reparación Integral, disposición 38, que a su vez se exigen para comprobar la erogación de todo recurso público.

28. Respecto a la afirmación del Grupo de Trabajo sobre el número inexacto de víctimas de desaparición, registradas en el RENAVI, se informa lo siguiente.

29. Actualmente, se tienen inscritas o en trámite de inscripción:

- 1,105 personas por Desaparición Forzada;
- 2,241 personas por Desaparición y;
- 201 personas vinculadas con la Recomendación General de la CNDH 26/2001.

30. Dichos registros se realizan tanto de víctimas directas como de indirectas.

31. Respecto a la legislación federal y la regulación de declaración de ausencia por desaparición forzada, se informa que:

- El 17 de noviembre de 2017 se publicó en el DOF la Ley General en Materia de Desaparición Forzada de Personas, que contempla la declaración especial de ausencia por desaparición. Este procedimiento tiene como finalidad reconocer y proteger la personalidad jurídica y los derechos de la persona desaparecida, así como otorgar las medidas apropiadas para asegurar la protección más amplia de sus familiares;
- El artículo 144 de dicho ordenamiento señala que la Comisión Ejecutiva podrá otorgar medidas de asistencia a los familiares durante el procedimiento de declaración especial de ausencia, de conformidad con lo dispuesto en la Ley General de Víctimas;
- En este sentido, la CEAV a través de la Asesoría Jurídica Federal orienta y realiza los trámites necesarios para que las víctimas indirectas obtengan la declaración especial de ausencia de sus familiares.

32. En cuanto al señalamiento del Grupo de Trabajo respecto a la negativa de la CNDH de incorporar medidas de asistencia, atención, apoyo y reparación integral para las víctimas en sus investigaciones y recomendaciones, el Estado mexicano señala que las recomendaciones emitidas por la CNDH durante la administración en curso, contemplan el capítulo “Reparación del daño”. Dicho capítulo incorpora legislación nacional e internacional con el objetivo de identificar puntualmente las medidas procedentes a efecto de alcanzar una reparación efectiva de los derechos afectados. Asimismo, las recomendaciones integran el criterio seguido por la Corte Interamericana de Derechos Humanos (CoIDH) respecto a la idoneidad de las reparaciones, las cuales deben ser proporcionales a la gravedad de la violación y las circunstancias de cada caso.

33. Finalmente, se informa que el Estado mexicano ha llevado a cabo diversas acciones encaminadas a combatir el delito de desaparición forzada y los efectos que éste ha causado en la sociedad en general. Entre ellas destaca la adopción de la Ley General en Materia de Desaparición Forzada de Personas, Desaparición Cometida por Particulares y el Sistema Nacional de Búsqueda de Personas, y su publicación en el DOF el 17 de noviembre de 2017, de la que se esperan efectos positivos en la situación que atraviesan las víctimas, tanto directas como indirectas de este delito.

Sobre las medidas que han sido adoptadas por el gobierno mexicano para superar los obstáculos existentes en la provisión de medidas

34. El Estado mexicano ha desarrollado esfuerzos significativos con la finalidad de atender de manera integral la situación derivada de los altos índices de desaparición forzada en el país, y superar los obstáculos existentes en la provisión de medidas de asistencia social y reparación adecuada a las víctimas directas e indirectas.

35. En ese sentido, se informa que la CNDH emitió un informe especial a fin de destacar la importancia de incorporar y fortalecer las acciones destinadas a erradicar la comisión de desapariciones forzadas en México. Dicho informe formuló 102 recomendaciones dirigidas a las siguientes autoridades:

- Secretaría de Gobernación;
- Cámara de Senadores;
- Cámara de Diputados;
- Gobiernos estatales;
- Jefatura de gobierno de la Ciudad de México;
- Procuraduría General de la República;
- Fiscalías Generales estatales y;
- Procuradurías Generales de Justicia estatales.

36. Las recomendaciones emitidas por la CNDH se clasificaron en las siguientes líneas de acción prioritaria:

- Legislación integral sobre desaparición forzada de personas;
- Registro de personas desaparecidas;
- Búsqueda, localización e investigación de personas desaparecidas;
- Acceso a la justicia;
- Medidas de protección;
- Reparación del daño y atención a víctimas directas e indirectas;
- Prevención del delito y de violaciones a derechos humanos;
- Identificación humana;
- Aceptación de la competencia del Comité contra la Desaparición Forzada, con mandato de Naciones Unidas y.

37. Cumplimiento de las 64 recomendaciones emitidas por los órganos del sistema universal (ONU) y el sistema regional (OEA).

38. Por lo que hace a la CEAV, el 3 de enero de 2017 se publicó una reforma a la Ley General de Víctimas, con el objetivo de flexibilizar los mecanismos de acceso al Fondo de Ayuda, Asistencia y Reparación Integral, y con ello fortalecer las medidas de ayuda inmediata, asistencia, atención y rehabilitación; necesarias para subsanar las necesidades diarias de las víctimas.

39. Posteriormente, el 26 de mayo de 2017, se publicaron los Lineamientos para el otorgamiento de medidas en materia de traslados y el 10 de agosto de 2017, se emitieron las Reglas de Operación para el Funcionamiento del Fondo de Ayuda, Asistencia y Reparación Integral.

40. En septiembre de 2016, se creó el Fondo de Emergencia para víctimas indirectas, situadas en el contexto de casos de desaparición en la República Mexicana.

41. Actualmente, el Modelo de Atención Integral a Víctimas de la CEAV se encuentra en proceso de reforma. Su finalidad es modificar su estructura para mejorar la atención integral a víctimas y cumplir con los objetivos y principios de la LGV.

Sobre las medidas específicas que existen con respecto a las personas migrantes desaparecidas en México

42. El Instituto Nacional de Migración (INM) ha atendido de manera inmediata las quejas y recomendaciones dictadas por la CNDH, a través de la implementación de medidas especiales destinadas a mejorar la metodología de los procesos de retorno asistido, deportación y regularización de los extranjeros que son presentados ante la autoridad migratoria.

43. Al respecto, el 10 de enero de 2017 el INM aceptó la recomendación número 68/2016 emitida por la CNDH, respecto a las personas extranjeras administrativamente irregulares alojados en la Estación Migratoria de Iztapalapa, en la Ciudad de México. Lo anterior parte del compromiso del INM de salvaguardar los derechos y seguridad de la población migrante, cuyos niveles han incrementado de manera exponencial en nuestro país.

44. Para hacer frente a tal situación, el INM refuerza sus acciones para dotar de eficacia a los procedimientos administrativos a su cargo, con el propósito de promover y proteger los derechos humanos, y evitar la sobrepoblación en las estaciones migratorias.

45. Cabe destacar que de acuerdo con lo establecido en la Ley de Migración, el período de alojamiento en las estaciones migratorias no es mayor a 15 días, toda vez que la población migrante con estancia irregular se encuentra sujeta a un procedimiento administrativo y no penal.

46. Adicionalmente, el INM mantiene comunicación estrecha y permanente con las autoridades de diversos países, con la finalidad de brindar el retorno asistido a aquellos extranjeros que se encuentran administrativamente irregulares en el país, bajo el respeto irrestricto a sus derechos y condición humana.

47. Asimismo, personal del INM suma esfuerzos para agilizar el reconocimiento consular, a través de la implementación de notificaciones electrónicas y entrevistas por videoconferencia; sin embargo, el reconocimiento y expedición de documentos de identidad por parte de las autoridades consulares de otros países puede tardar más tiempo de lo estipulado en nuestra legislación, razón por la que los extranjeros permanecen un período mayor en las instalaciones del INM.

48. Respecto a la presencia de niñas, niños y adolescentes extranjeros en la Estación Migratoria de la capital del país, debe precisarse que -de acuerdo a lo establecido en la Ley General de los Derechos de Niñas, Niños y Adolescentes-, éstas personas se encuentran bajo el cuidado de los Oficiales de Protección a la Infancia (OPIS) del Instituto Nacional de Migración, quienes les otorgan una atención especializada debido a su alto grado de vulnerabilidad, mientras son canalizados al Sistema DIF en tanto se resuelve su situación migratoria.

49. Los Agentes Federales de Migración -y en general, todo el personal del INM- reciben capacitación constantemente, con el objetivo de brindar una atención humanitaria y con estricto respeto a sus derechos, con el fin de evitar abusos que pongan en riesgo la integridad de las personas migrantes.

50. Además, con el objetivo de garantizar el pleno respeto de los derechos humanos de las personas que se encuentran en un contexto de migración y ante el aumento de quejas presentadas en materia migratoria, el 3 de enero de 2005 se creó la Quinta Visitaduría General de la Comisión Nacional de los Derechos Humanos, instancia encargada de la promoción y la defensa de los derechos humanos de las personas migrantes, tanto nacionales como extranjeras.

51. La Quinta Visitaduría se encarga de implementar el Programa de Atención a Migrantes, orientado a la puesta en marcha de acciones pertinentes a asegurar y garantizar el ejercicio de los derechos fundamentales de las personas que se encuentran en un contexto de migración, mediante la investigación de las quejas presentadas ante la CNDH y la promoción y defensa de sus derechos humanos, como consta en el orden jurídico nacional y los instrumentos internacionales de los que México es parte.

52. Adicionalmente, en abril de 2013, la Ley de Amparo fue reformada para incluir la facultad del juzgador de dictar la suspensión de los actos reclamados, en un término de 24 horas, con el fin de allegarse de toda la información posible para localizar y liberar a las víctimas en los casos de posible desaparición forzada.

53. En ese sentido, el Poder Judicial de la Federación ha emitido diversas tesis y resoluciones orientadas a visibilizar la comisión del delito de desaparición, reconocer a las víctimas, sancionar los responsables y asegurar el acceso a la información pública. Al respecto, resultan relevantes los siguientes criterios emitidos por la SCJN:

Amparo en revisión 911/2016

54. Se determinó que no puede invocarse el carácter de información reservada cuando se trate de la investigación de violaciones graves de derechos fundamentales o delitos contra la humanidad, y en aquellos casos relativos a la desaparición forzada de personas resulta aplicable el principio de máxima publicidad, al tiempo que resultan inoperantes los principios de reserva y confidencialidad, toda vez que existe un interés de la sociedad en su conjunto, de conocer la verdad de lo sucedido⁹.

Amparo en revisión 382/2015

55. La Primera Sala de la SCJN determinó en situaciones donde la víctima ha denunciado la desaparición en territorio nacional de un familiar que tiene la calidad de migrante debe entenderse que el principio de buena fe ordena tener como cierto su dicho, en todos aquellos casos en los que no existan elementos contundentes para dudar de su declaración¹⁰.

56. Por todo lo anterior, el Estado mexicano considera que no existen elementos para afirmar que se ha despojado al juicio de amparo de su capacidad reparadora. Por el contrario, es posible asegurar que las decisiones de la SCJN han abonado a ampliar los efectos del juicio de amparo orientados a garantizar una protección más amplia de quienes acuden a impugnar actos u omisiones violatorios de derechos fundamentales.

57. En lo que respecta a la CEAV, el Estado mexicano informa que la Comisión ha atendido a un total de 4,850 víctimas migrantes directas, y a 909 indirectas.

58. En cuanto a las víctimas migrantes de desaparición, se informa lo siguiente.

59. 12 víctimas se encuentran inscritas en el Registro Federal de Víctimas:

- 9 son víctimas directas;
- 3 son víctimas indirectas.

60. Se han brindado asesoría jurídica a:

- 251 víctimas directas;
- 360 víctimas indirectas.

61. La CEAV brinda representación jurídica en 26 averiguaciones previas.

62. Con relación a las medidas adoptadas para asegurar la asistencia jurídica a migrantes alojados en estaciones migratorias, el Estado mexicano informa lo siguiente.

63. La CEAV ha atendido a 1,674 víctimas migrantes que se encontraban en 12 estaciones migratorias.

64. Derivado de la asesoría recibida, 111 víctimas migrantes decidieron interponer una denuncia y aceptar la asesoría jurídica ofrecida.

⁹ Publicada en el Semanario Judicial de la Federación, Décima Época, Libro 41, abril de 2017, Tomo I, Página 1068.

¹⁰ Suprema Corte de Justicia de la Nación, Amparo directo 2131/2011, resuelto el 2 de marzo de 2016 por unanimidad.

65. Por lo que hace al caso de San Fernando, Tamaulipas, (del que se derivan los casos San Fernando I y San Fernando II), la CEAV ha participado activamente en las notificaciones de localización e identificación de restos en las siguientes diligencias:

- 34 diligencias en México;
- 16 diligencias en Guatemala;
- 3 diligencias en El Salvador;
- 2 diligencias en Honduras;
- 1 diligencia en Estados Unidos de América.

66. Actualmente, en el Registro Federal de Víctimas están inscritas un total de 289 víctimas, de las cuales:

- 110 son víctimas directas;
- 179 son víctimas indirectas.

67. En el caso San Fernando I (2010), se tiene registro de:

- 63 víctimas directas, de las cuales 51 son migrantes;
- 45 víctimas indirectas, de las cuales 8 son migrantes.

68. En el caso San Fernando II (2011), se tiene registro de:

- 47 víctimas directas, de las cuales 15 son migrantes;
- 134 víctimas indirectas, de las cuales 30 son migrantes.

69. Adicionalmente, la CEAV ha otorgado Medidas de Ayuda Inmediata, de conformidad con el Título Tercero, Capítulo I, de la Ley General de Víctimas, por la cantidad de 141,000 USD aproximadamente, por los conceptos de gastos funerarios y traslados de víctimas indirectas.

70. En el marco del Convenio de Colaboración para la identificación de restos localizados en Cadereyta, Nuevo León, la CEAV, a través de la Asesoría Jurídica Federal, participó en las siguientes actividades.

71. Notificaciones de localización e identificación de restos, realizadas a 2 víctimas radicadas en Nicaragua.

72. Reunión en Honduras con los familiares de 9 víctimas directas, con motivo de abordar el tema de la compensación subsidiaria.

73. Inscripción en el Registro Federal de Víctimas a 38 víctimas, de las cuales 12 son víctimas directas y 9 de ellas son migrantes, así como 26 víctimas indirectas, de las cuales 9 son migrantes.

74. Finalmente, la CEAV ha otorgado recientemente Medidas de Ayuda Inmediata, por la cantidad de 2,000 USD aproximadamente, por concepto de traslados.

75. Con base en las razones expuestas en el presente informe, el Estado mexicano reafirma su disposición plena para continuar implementando las acciones tendientes a fortalecer una política de promoción y defensa de los derechos humanos, a través de una estructura institucional sólida y en cooperación con los principales organismos internacionales en la materia.
